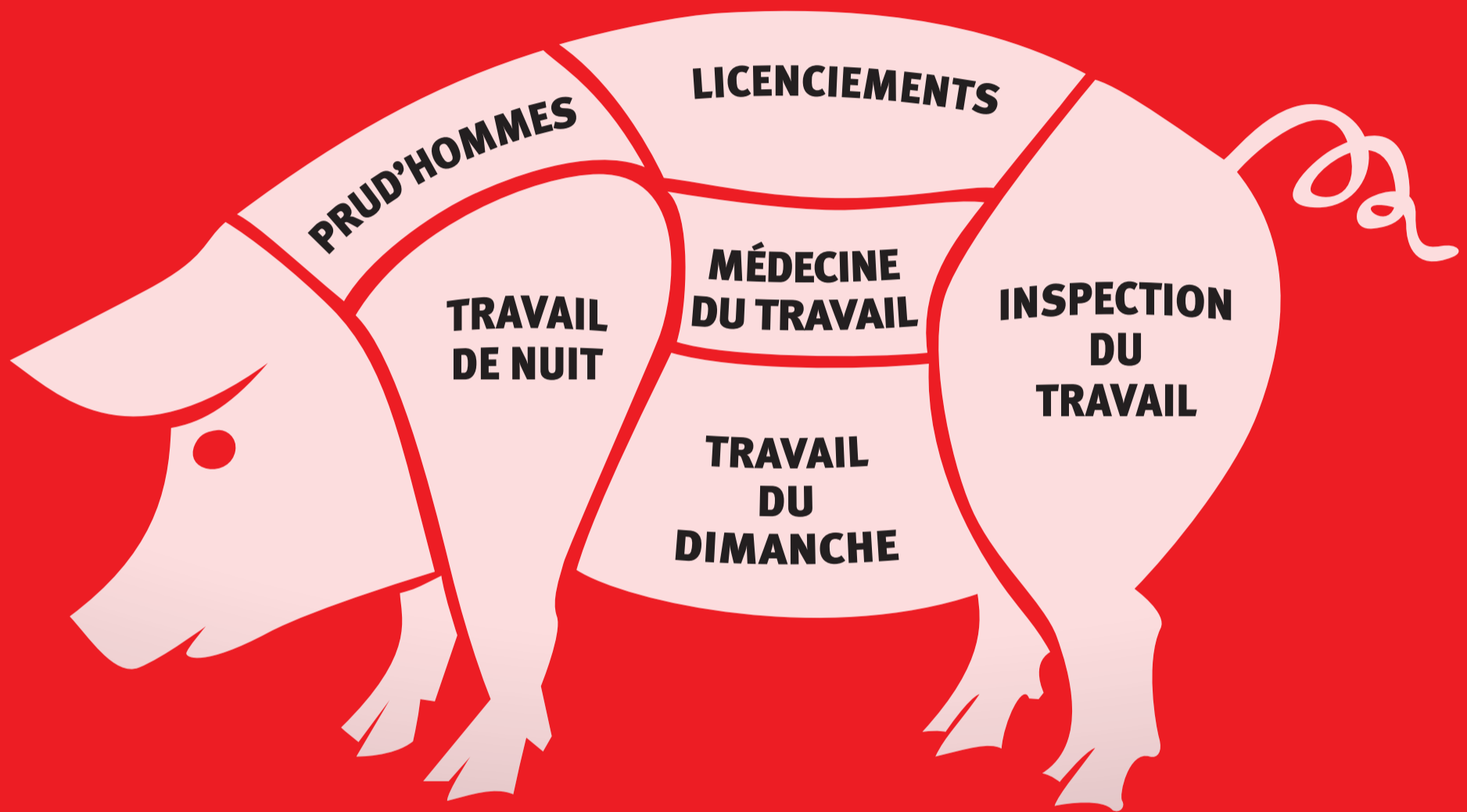


## POUR LES PATRONS,



# *tout est bon dans le Macron!*

### Dossier

**Solstice d'hiver:  
fêtes plaisir...**

Pages 6 et 7

### ÉDITO

«Pas de justice, pas de paix!»  
Page 2

### PREMIER PLAN

Sarkozy - Le Pen: des  
gesticulations et surenchères  
qui profitent au pire  
Page 2



### ACTU INTERNATIONALE

Iran: nouvelles alliances  
contre les peuples  
Page 5

### LIBRE EXPRESSION

Entretien avec Bruno Toussaint  
de la revue *Prescrire*  
Page 12



Par YVAN LEMAITRE

## « Pas de justice, pas de paix ! »

En quelques semaines, le racisme qui gangrène la société américaine s'est révélé à nu, dans toute sa violence meurtrière et cynique. Quelques jours après qu'un grand jury a renoncé à poursuivre le policier blanc qui avait abattu de six balles à Ferguson un jeune noir, Michael Brown, un autre policier blanc, à New York cette fois, vient de bénéficier d'un non-lieu après avoir tué Eric Gardner, lui aussi un Noir. Soupçonné de vente de cigarettes à la sauvette lors de son interpellation en juillet, celui-ci avait été plaqué au sol et étranglé par une technique d'immobilisation censée être interdite dans la police new-yorkaise. « Je ne peux pas respirer » criait l'homme qui en est mort...

Le 22 novembre à Cleveland dans l'Ohio, Tamir Rice aussi est mort. Il avait 12 ans et a été abattu par des officiers pensant que son jouet était une arme semi-automatique... Des vidéos ont révélé que les policiers n'avait même pas essayé de discuter. Entre le moment où l'un des officiers sort du véhicule de police et le moment où le jeune est abattu de deux balles, deux secondes se sont écoulées!

Le refus de poursuivre les policiers meurtriers est bel et bien « un permis de tuer un homme noir ». En réponse à la révolte qui a secoué les USA, Obama a promis de tout faire contre ce qu'il appelle la « méfiance grandissante qui existe entre de trop nombreux commissariats de police et de trop nombreuses communautés de couleur ». Hypocrisie euphémisme.

Obama a été bien incapable de s'opposer au racisme, il l'est encore plus aujourd'hui alors qu'il est discrédité par sa politique qui aggrave les inégalités, développe la misère et la pauvreté qui frappe en premier lieu les 40 millions de Noirs, la fraction la plus exploitée et opprimée de la classe ouvrière américaine. Cela alors que d'immenses et folles fortunes s'accumulent entre quelques mains.

Le racisme est l'expression extrême de l'oppression sociale qui va chercher dans les différences de couleur de peau la justification d'une exploitation cynique et barbare. « Pas de justice, pas de paix » crient les manifestantEs blacks et aussi blancs qui se dressent contre la police et l'État. Oui, pas de justice, pas de paix, mais la guerre contre cette absurde et inhumaine société d'exploitation, le capitalisme.

# À la Une

## Pour les patrons, tout est bon dans le Macron!

Alors que les médias polarisent le débat autour du travail du dimanche, le projet de loi « sur la croissance et l'activité » présenté par le ministre-banquier Macron est une arme de destruction massive contre les droits des travailleurs.

Où est passé le « dialogue social » ? Hollande nous avait habitués aux « sommets sociaux » et autres négociations bidon où la conclusion est écrite d'avance main dans la main avec le patronat. Le changement de méthode est radical : aucune prétendue concertation n'a été organisée, et le gouvernement va demander aux parlementaires de l'autoriser à procéder par ordonnance sur plusieurs points, donc sans débat ni présentation précise des mesures...

C'est que la loi est tellement régressive que la pilule aurait été impossible à faire avaler. Même Hidalgo et Cambadélis entrent en dissidence sur la question du travail le dimanche ! Il s'agit donc de faire passer la loi de manière autoritaire avant que la mobilisation s'organise et avant les défaites programmées des élections de 2015.

### Ouvert 7j/7, 6h-24h!

À plusieurs reprises, le collectif intersyndical du commerce parisien (CLIC-P) a fait condamner par les tribunaux des grandes enseignes, comme Sephora, qui méprisent le droit au repos des salariéEs. Pour éviter aux capitalistes ces désagréments, Macron veut porter le nombre d'ouvertures dominicales autorisées de 5 à 12 par an, élargir les zones donnant droit à l'ouverture systématique le dimanche, et permettre le travail jusqu'à minuit dans les commerces situés en « zone touristique internationale ». Et il n'y aura plus de contrepartie minimale pour les salariéEs des entreprises de moins de 20 salariéEs qui travaillent le dimanche!

### Les patrons à l'abri des sanctions

Pour ce faire, Macron s'en prend aux prud'hommes et à l'inspection du travail. Après avoir supprimé



leur élection, les conseillers prud'homaux, suspects d'être trop favorables aux salariéEs, ne seraient plus des juges à part entière mais de simples auxiliaires d'un juge professionnel. La loi crée par ailleurs une indemnité forfaitaire pour les salariéEs victimes d'un licenciement abusif, cela afin d'éviter aux patrons de devoir compenser les dégâts qu'ils ont réellement causés.

À l'inspection du travail, certaines sanctions pénales seraient remplacées par des amendes administratives, décidées par le directeur régional du travail... sans indépendance car mis en place par le ministère.

### Toujours moins d'obligations

Le plus frappant c'est que parmi les droits attaqués, beaucoup l'ont déjà été depuis l'élection de Hollande.

La médecine du travail ? Réformée en 2012 pour espacer dans le temps les visites périodiques obligatoires. Cela n'a pas suffi au patronat : la loi prévoit de supprimer une partie de ces visites et d'interdire aux médecins du travail de rendre des avis d'aptitude avec réserves, qui obligent les employeurs à adapter le poste de travail à l'état de santé du salariéE.

Les dérogations pour affecter des mineurs aux travaux dangereux ? Réformées l'année dernière pour permettre aux patrons de solliciter une dérogation tous les trois ans seulement. C'est encore trop ! Si la loi passe, une simple déclaration suffira pour faire bosser les jeunes sur des presses ou des machines à bois. On découvrira leur non-conformité après l'accident...

Mais surtout la loi de « sécurisation de l'emploi » de juin 2013 est déjà

modifiée. Les tribunaux ont eu la mauvaise idée de retoquer plusieurs des décisions de validation des plans sociaux prises par l'État. Qu'à cela ne tienne, le gouvernement va modifier sa propre loi pour éviter au patronat de nouvelles annulations... et le paiement des indemnités qui vont avec ! Comble du cynisme : en cas de redressement ou de liquidation judiciaire, les mesures du plan social seront désormais comparées aux moyens de l'entreprise et non plus à ceux du groupe. Et par définition, une entreprise en liquidation n'a plus d'argent dans les caisses.

### Unité pour le retrait du projet!

Les capitalistes n'en auront jamais assez, et le gouvernement « pro-business » de Valls leur accorde tout. La crise économique persistante va continuer de servir de prétexte à des régressions incessantes pendant toute la durée du quinquennat de Hollande. À moins que nous ne les arrêtons...

Des tractations de couloirs, pour obtenir une majorité, peuvent modifier à la marge le projet. Mais, comme pour le budget, nous ne devons pas espérer que la prétendue gauche du Parti socialiste se mette en travers de la route tracée par Hollande-Valls-Macron et Montebourg. Les organisations syndicales, bien discrètes à ce jour, et toutes les organisations qui s'opposent à la politique ouvertement patronale du gouvernement, se doivent d'organiser la mobilisation pour le retrait du projet. Et hop tout ça à la poubelle!

Simon P. et Robert Pelletier

## SARKOZY - LE PEN

# Des gesticulations et surenchères qui profitent au pire

L'élection de Sarkozy à la tête de l'UMP et la confirmation de la ligne Marine Le Pen-Philippot par le congrès du FN ouvrent la bataille entre la droite et l'extrême droite pour le leadership de l'opposition à Hollande-Valls dans l'objectif de la présidentielle.

Mal élu, Sarkozy a raté son retour et l'avantage est au FN... Une lutte d'autant plus acharnée que l'hypothèse qu'ils puissent se retrouver face à face au second tour de la présidentielle est assez probable...

### De la droite extrême à la naphthaline?

Trente mois après sa défaite à l'élection présidentielle de 2012, Sarkozy

comptait sur un retour sous la ferveur des acclamations. Avec 64,5% des voix, le triomphe est pour le moins modeste. Celui qui se voulait le sauveur que le pays attend doit composer avec ses ennemis jurés pour jouer la comédie du rassemblement. « C'est formidable ! Dans ce parti, il n'y a que des amis. Tout va bien ! Tout le monde se parle, c'est chaleureux ! », ironise Raffarin. Même Villepin, descendu de son croc de boucher, sera convié au comité des anciens

Premiers ministres, « comité naphthaline » rejeté par Fillon et Juppé. Sarkozy s'entoure d'un monstre à deux têtes, Nathalie Kosciusko-Morizet devient vice-présidente, Laurent Wauquiez secrétaire général, une façon d'attiser les conflits. Sarkozy avait voulu conclure sa campagne pour la présidence de l'UMP au son des trompettes de la droite extrême, cherchant à galvaniser ses troupes en jouant du Le Pen comme s'il ne s'agissait plus, comme en

2007, de capter son électorat mais bien de le lui disputer sur le même terrain. Rendre le candidat de la droite extrême plus crédible que la candidate de l'extrême droite sur le même terrain ! Et il se retrouve entouré de centristes. Incapable de s'imposer, il n'a plus qu'à jouer les uns contre les autres... avec en ligne de mire la primaire pour 2017.

### L'or de Moscou...

Face à lui, Marine Le Pen a les coudees franches, faisant l'unanimité dans son parti qui rassemble tous les courants de l'extrême droite, satellise les néofascistes ou enrôle à son service les Zemmour et autres. Elle se permet même le geste provocateur d'aller chercher l'argent dont elle a besoin auprès de Poutine, le nouveau tsar de la Grande Russie redevenue le symbole même de la réaction. Les « patriotes » savent reconnaître leurs amis, et leurs amitiés

## BIEN DIT

A-t-on besoin d'un nouveau Charonne 1962, d'un Ferguson à la française, pour rappeler que lorsqu'un pouvoir prend goût à interdire les manifestations, à justifier l'injustifiable, et à se lancer dans des procès politiques, on touche du doigt cet « État d'exception » où tout devient permis ?

Extrait de la tribune collective « De Ferguson à Toulouse : quand le permis de tuer et la répression se banalisent » signée par plusieurs « intellectuels » et publiée dans le Monde le mardi 2 décembre

# Un monde à changer

**FAIM ET PAUVRETÉ.** Le Royaume-Uni et l'Allemagne font partie des « modèles » auxquels aiment se référer ceux qui nous gouvernent. Le chômage y est plus bas qu'en France mais la pauvreté y bat des records et n'épargne pas les gens qui ont un emploi.

En Allemagne, la politique menée depuis les lois Hartz sous le chancelier social-démocrate Schröder a entraîné une explosion de la pauvreté et des inégalités. En 2013, selon le rapport de l'Office fédéral des statistiques, 13 millions d'Allemands sont menacés par la pauvreté, soit 16,1% de la population allemande (contre 10% en 2000). Parmi ceux-ci, il y a beaucoup de salariéEs tombés dans le piège des petits boulots, les célèbres « mini-jobs à 450 euros ». Ce dispositif théoriquement inventé pour permettre aux chômeurs de rester en contact avec l'emploi, s'est avéré un moyen pour les entreprises d'embaucher de la main-d'œuvre au moindre coût, ne permettant que dans des cas exceptionnels l'accès à un poste à temps plein. Par contre, les 10% d'Allemands les plus fortunés se partagent 53% de la richesse nationale tandis que les 50% les plus

pauvres ne possèdent que 1% de la richesse du pays, contre 3% voici 10 ans.

En Angleterre, un nombre croissant d'habitants sont touchés par la faim. « *Il y a des gens [qui n'ont pas assez d'argent pour s'acheter suffisamment à manger] dans ce pays* », écrit un rapport publié début novembre. Le Trussell Trust, l'une des plus importantes associations de gestion des banques alimentaires du pays, souligne que le nombre de personnes ayant fait appel à l'aide alimentaire dans son réseau est passé de 128 697 en 2011-2012 à 913 138 en 2013-2014. Les retards de paiement des prestations sociales et les dysfonctionnements du système d'allocations (qui est très compliqué et conduit à sanctionner fréquemment les bénéficiaires) comptent parmi les principales raisons qui conduisent les gens à faire appel aux banques alimentaires pour se nourrir, souligne le rapport. Mais il cite aussi comme facteur le développement des très bas salaires tandis que les prix des produits alimentaires ne cessent d'augmenter...

## ÉGYPTE La dictature blanchit l'ancien dictateur

*Moubarak avait été condamné à la prison à perpétuité pour corruption, mais aussi et surtout pour la mort de quelque 850 manifestantEs lors du soulèvement ayant conduit à sa chute en 2011. Il a été blanchi en appel le 29 novembre de ces deux chefs d'accusation. Moubarak reste en prison en raison d'une précédente condamnation, mais il pourrait être relâché dans le cadre d'une remise de peine ! Une justice inique...*

**S**es fils, impliqués dans le détournement de plus de 14 millions d'euros, ont également été acquittés. Les accusations qui pesaient sur sept hauts responsables de la sécurité, dont l'ex-ministre de l'Intérieur de Moubarak, ont été abandonnées. Simultanément, 192 membres présumés des Frères musulmans (organisation jugée terroriste par le régime) ont été condamnés à mort, et sept autres condamnations à mort ont été confirmées...

Ce pouvoir est dans la continuité du régime de Moubarak. La révolution de 2011 avait seulement destitué la tête du régime. L'essentiel de l'appareil d'État est resté le même : Sissi était lui-même le chef des renseignements militaires de Moubarak, et son actuel Premier ministre était un cadre du parti de Moubarak. Le gouvernement actuel estime visiblement que le moment est venu de tenter de refermer « la parenthèse démocratique » ouverte en 2011. L'irruption de Daesh au niveau international permet à Sissi de se présenter comme le sauveur qui protège l'Égypte du terrorisme... et d'être reçu chaleureusement par



Le criminel derrière les barreaux, plus pour très longtemps... DR

François Hollande, malgré l'absence de libertés fondamentales en Égypte et la répression !

### La résistance à l'offensive contre-révolutionnaire

Face au verdict innocentant Moubarak, plus de mille manifestants ont protesté à côté de la place Tahrir. L'intervention des forces armées causera deux morts, une dizaine de blessés ainsi que des arrestations. Le pays a connu plus de grèves ces deux dernières années que pendant la décennie qui a précédé

la révolution. Ainsi les ouvriers d'Alexandrie d'Abboud Spinning Company, en grève depuis deux mois pour des salaires impayés, et qui ont défié à plusieurs reprises la loi restreignant le droit de se rassembler et de manifester. Cependant les luttes restent très locales, et le syndicalisme indépendant du pouvoir a du mal à se structurer. L'un des bastions de la contestation contre le régime reste les universités où les forces révolutionnaires sont présentes, à l'image de la « Coalition des étudiants d'Égypte » qui

appelle et organise manifestations et assemblées générales régulières dans les différents campus depuis l'acquittement de l'ancien dictateur. À l'approche du quatrième anniversaire de la révolution le 25 janvier prochain, ces forces ont déclaré vouloir développer les mobilisations. Alors que les forces contre-révolutionnaires sont très présentes et les révolutionnaires réprimés, les organisations progressistes ont demandé à tous ceux qui ont pris part au soulèvement du 25 janvier de retourner dans la rue pour sauver le processus révolutionnaire.

Une grande partie de la jeunesse et des travailleurEs reste en effet imperméable aux discours du président égyptien. En effet, le pouvoir militaire n'a ni l'intention ni la volonté de répondre aux attentes et revendications de la population en matière de salaires, logement, chômage et lutte contre la vie chère. Sissi ne pourra pas éternellement maintenir son régime par la répression. Sa fuite en avant répressive ne fera que raviver le feu de la résistance qui demain, la crise aidant, sera au rendez-vous.

**Rafik et Thomas**

– aussi nationalistes soient-elles – ne connaissent pas plus les frontières que l'argent.

Tout semble travailler au succès du FN, dont le principal rival vient de se prendre les pieds dans le tapis des ambitions et haines de ses propres « amis ».

### La fusion des électors

Le match sera d'autant plus difficile à jouer pour Sarkozy que sa propre politique se retourne contre lui. À force d'entonner la même chanson que le FN, il pousse ses propres électeurs dans ses bras. Le succès appelant le succès, l'effet d'entraînement joue en faveur de Marine Le Pen.

Un récent sondage de l'Ifop pour *Marianne* le confirme : les deux électors souhaitent une alliance électorale en bonne et due forme. Une alliance inscrite dans la radicalisation d'une large fraction de la droite qui s'accroît en parallèle à



2012-2017 : Retour vers le futur ? DR

la faillite de la gauche bourgeoise, sur le terrain de la crise sociale, de la peur de la mondialisation et du repli national.

Les sympathisantEs du Front national sont plus nombreux à vouloir cette alliance que ceux de l'UMP, mais la proportion serait

pratiquement la même s'il s'agit de gagner ou de conserver une région contre le PS. À noter aussi que les sympathisantEs du FN estime être dans le même camp que l'UMP... Pour l'UMP, une telle alliance est impossible, car elle signifierait son explosion, avec la constitution d'un parti de droite extrême. En retour, on assisterait probablement à l'émergence d'un parti du centre, avec la droite du PS...

Rien n'est écrit, mais la séquence électorale qui s'ouvre jusqu'à 2017 verra de profondes recompositions au sein du personnel politique de la bourgeoisie, vers la droite. Le moment aussi pour les anticapitalistes et révolutionnaires de s'affirmer résolument en rupture et opposition avec la gauche libérale, comme avec les jeux et manœuvres institutionnels, et de tracer une perspective pour le monde du travail et la jeunesse. **Y. L.**

## Le chiffre

# 10

*C'est, en nombre de jours, la durée de la moitié des contrats à durée déterminée (CDD) signés en 2013. Elle était de 14 jours (ou moins) en 2012. Depuis 2000, la durée des CDD est de plus en plus courte...*



## Agenda

**Vendredi 12 décembre, rencontres de la Brèche, Paris 12<sup>e</sup>.** Dans le cadre de la semaine de présentation des éditions Les Bons Caractères à la librairie, à 18h un temps fort consacré à la Première Guerre mondiale et à ses lendemains révolutionnaires.

**Mardi 16 décembre, réunion de la Société Louise-Michel, Paris 20<sup>e</sup>.** « La rage de Pasolini devant le peuple vidé de sa substance », à 19h au Lieu-Dit, 6 rue Sorbier.

**Mercredi 17 décembre, rassemblement Poste, Paris 12<sup>e</sup>.** Contre la répression, pour la défense du droit de grève à la Poste, à 18h 30 face au ministère des Finances (métro Bercy).

**Jeudi 18 décembre, réunion-débat « Irak, Syrie, Palestine », NPA Asnières-Gennevilliers.** Avec Julien Salingue, à 15h à la Bourse du travail (métro Agnettes).

## NO COMMENT

*Il y a du Lancelot du Lac dans Manuel Valls. Volonté impressionnante. Dévouement incontestable. Loyauté insoupçonnable.*

JEAN-JACQUES URVOAS, député PS du Finistère, sur Twitter dimanche 7 décembre, après l'intervention de son idole au journal télévisé de France 2

## L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

**Rédaction :**  
01 48 70 42 27  
redaction@npa2009.org

**Diffusion :**  
01 48 70 42 31  
diffusion.presse@npa2009.org

**Administration :**  
01 48 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN :**  
2269-3696

**Commission paritaire :**  
0414 P 11508

**Société éditrice :**  
Nouvelle Société de  
presse, d'audiovisuel et  
de communication.  
SARL au capital  
de 3500€ (durée 60 ans).

**Tirage :**  
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur  
de publication :**  
Ross Harrold

**Secrétaire  
de rédaction :**  
Manu Bichindaritz

**Maquette :**  
Ambre Bragard

**Impression :**  
Rotographie, Montreuil-  
sous-Bois  
Tél. : 01 48 70 42 22  
Fax : 01 48 59 23 28  
Mail : rotoiimp@wanadoo.fr

**IMPRIM'VERT®**

# PRISON L'État hors-la-loi!

Les prisons sont-elles des espaces hors du droit? On peut légitimement se poser la question à la lecture du rapport du député Dominique Raimbourg, réalisé à la demande de Valls, au sujet « des préconisations sur les modalités d'application de l'encellulement individuel. »

Ces propositions visent à appliquer une loi votée en... 1875 et dont l'application a toujours été repoussée par tous les gouvernements. Parfois, ce n'était pas le bon moment politique, « l'opinion ne comprendrait pas », parfois il n'y avait pas les financements. Bref, depuis 140 ans, l'État ne respecte pas sa propre loi qui stipule : « Tous les détenus doivent pouvoir être placés en cellule individuelle à moins qu'ils aient fait la demande contraire »...



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MILO

On est loin du compte quand on sait qu'au 1<sup>er</sup> novembre, il y avait 64 494 détenus en France pour seulement 58 000 places, le plus souvent dans des conditions

clairement contraires à la loi de 1875 : il existe encore 2271 cellules collectives (plus de deux places) et 213 dortoirs (au moins 6 places). À peine 4 personnes détenues sur 10 peuvent accéder à une cellule individuelle alors que 8 sur 10 en font la demande. De plus, bénéficier d'une cellule à une place ne signifie pas pour autant que l'on y vive seul : la majorité des cellules individuelles font 11 mètres carrés pour permettre de rajouter un second lit, « au cas où... » selon l'administration. Concrètement, cela signifie que chaque soir, les surveillants doivent déposer un millier de matelas par terre dans l'ensemble des prisons pour tenter de faire face à la pénurie. C'est dans les maisons d'arrêt que la situation est la plus tendue, là où transitent toutes les personnes en détention préventive et tous les auteurs de faits délictueux, des plus mineurs jusqu'aux plus graves. Conditions de vie dégradantes, dignité bafouée, promiscuité, conflits, augmentation du nombre de suicides, tout cela est connu et dénoncé régulièrement par les détenus, leurs familles, l'Observatoire international des prisons (OIP), les différents syndicats de la justice et des services pénitenciers, mais également par le contrôleur des lieux de privation de liberté et même par la Cour européenne des droits de l'homme.

## Supprimer le surpeuplement carcéral

C'est dire que les conclusions du rapport Raimbourg étaient attendues. Hélas, la seule proposition, suivie d'une décision immédiate, a été celle d'un nouveau report jusqu'à octobre 2022, date à laquelle « le strict respect de l'encellulement individuel sera atteint ». Les autres préconisations tournent autour du renforcement du contrôle général sur les lieux de privation, la suppression des dortoirs et la transformation des 2271 cellules multiples en 6 524 individuelles, l'obligation d'atteindre 80 % de cellules individuelles lors de la construction des nouvelles prisons. À la privation de liberté vont donc continuer de s'ajouter l'humiliation et l'absence de dignité. Mais le problème de fond n'est pas là : pour supprimer le surpeuplement carcéral, il faut cesser d'envoyer les gens en prison ! Cela favorise la récidive chez ceux qui commettent de petits délits c'est-à-dire dans 72 % des cas. Pour tous ceux-là, l'éducation, la prévention, l'égalité des droits, la reconnaissance de chacun, la possibilité d'un réel avenir, ouvrirait une alternative à la petite délinquance. De plus, il faut sortir des prisons les 30 % de personnes souffrant de troubles psychiatriques et qui ont besoin d'être soignées plutôt qu'incarcérées. Enfin, il faut en finir avec la profusion de lois liberticides qui tentent, et parfois réussissent, à emprisonner nos résistances!

Roseline Vachetta

PS – MEDEF

# Un jeu de rôle qui ne trompe personne

Depuis le 28 novembre, on a droit à une nouvelle mise en scène du duo gouvernement – patronat imposée aux salariéEs dans la tête desquels on voudrait bien faire rentrer que la politique menée est la seule possible et que le gouvernement n'est pas le jouet du Medef...

Alors que se préparait la « semaine de mobilisation des patrons », c'est Bruno Le Roux, patron des députés du PS, qui montait au créneau en menaçant de « revenir » sur les 40 milliards de cadeaux du Pacte de responsabilité, et Le Foll de découvrir qu'il y a un « problème Gattaz »... Le patronat ne respecterait pas ses engagements. Quelle surprise, ils croyaient peut-être qu'il allait embaucher ?

Comme si ces responsables du PS ne connaissaient pas les résultats de leur politique inscrite dans la continuité directe des gouvernements précédents ? Toutes les aides, exonérations et crédits d'impôts, ce sont 220 milliards de cadeaux chaque année pour les patrons aux dépens du fonctionnement des services publics n'ont pas servi à autre chose qu'à alimenter les profits et surtout pas à favoriser les embauches. Mais le gouvernement et sa majorité ont besoin de donner le change, de laisser croire qu'il n'y a pas d'autre politique que la leur mais c'est le patronat qui n'est pas compréhensif...

## Le Medef sous-traite son combat politique

Il n'y a pas que les marchés économiques que le Medef sous-traite aux PME. Le lundi 1<sup>er</sup> décembre, c'était la « mobilisation des petits



Dents blanches et sourires camassiers... DR

patrons ». Les « petits patrons » sont, en effet, bien plus nombreux que les grands qui empochent l'essentiel des cadeaux fiscaux. D'autre part, les très petites entreprises (TPE), dont les chômeurs que l'on pousse à s'installer comme auto-entrepreneurs, font état de difficultés réelles qui n'ont rien à voir avec l'augmentation des salaires des grands patrons et la distribution des bénéfices aux actionnaires. Ce sont donc eux qui sont descendus dans la rue (entre 4 et 10 000), avec visuels et slogans travaillés : « Libérez nos entreprises » ou « On ne vous dit pas merci pour ce moment » ! Mercredi 3 décembre, c'était le grand show de toutes les

organisations patronales à Lyon devant 3 000 patrons armés de sifflets. Mais l'objectif était bien de taper sur les clous que le Medef veut enfoncer dans nos têtes : se libérer du code du travail. Pouvoir embaucher et débaucher en fonction de leurs besoins reste l'objectif.

## Le gouvernement, ce partenaire compréhensif

Ce n'est « pas un mouvement contre le gouvernement, mais contre des projets qui semblent dangereux », a indiqué un dirigeant de la CGPME tandis que Gattaz dénonçait le « gâchis de 30 années d'une politique économique brouillonne et désordonnée », rappelant que la hausse des impôts correspond

# PÉNIBILITÉ Un « ajustement au réel » au service des patrons

Il est scientifiquement prouvé qu'un certain type de conditions de travail a des incidences sur la santé et réduit la durée de vie (l'espérance de vie, c'est-à-dire le nombre d'années qu'il reste à vivre)...



Les petits patrons sous pression... des grands! DR

Ainsi le travail de nuit a pour conséquence des troubles du sommeil, des risques cardiovasculaires accrus et, selon certaines études, une probabilité plus élevée de cancers, notamment du sein et colorectal. Pour vendre la réforme des retraites de 2013 et l'augmentation du nombre de trimestres nécessaires pour une retraite à taux plein, le gouvernement a annoncé la création en 2015 d'un « compte personnel de prévention de la pénibilité ». Chaque salarié travaillant dans des conditions pénibles (travail de nuit, températures extrêmes, bruit...) y accumulera des points qui pourront lui donner la possibilité de partir plus tôt. Le compte pénibilité est donc dans son principe la contrepartie d'une réforme applaudie par le Medef. De

la même façon, une autre mesure contre laquelle le patronat part aujourd'hui en guerre, un nombre minimal d'heures hebdomadaires pour les contrats à temps partiel, était prévue dans l'accord flexibilité (ANI) de 2013. Mais négocié avec le Medef est un jeu de dupes : quand il fait une concession, il manœuvre aussitôt pour la reprendre!

## La ténacité patronale, une leçon... pour les directions syndicales!

Le compte pénibilité devait entrer en vigueur pour tous le 1<sup>er</sup> janvier 2015. Le patronat avait été amplement consulté dans son élaboration. Mais, dès le dispositif acté, le Medef a commencé son travail de sape

pour lequel il a bénéficié de toute l'attention du gouvernement. En mai 2014, il obtient le report de la cotisation prévue pour financer le dispositif. En juillet, il obtient le report partiel de la réforme : seuls certains facteurs de pénibilité (quatre au lieu de dix fixés au départ) et une partie seulement des salariéEs (les plus de 55 ans) seront concernés en 2015. Le reste du dispositif sera amendé... et reporté à 2016.

Les syndicats protestent. Mais le Medef encouragé par les reculs gouvernementaux pousse son avantage. Immédiatement, Macron dit qu'il va faire des concessions. Peu importe que ce soit dans le champ d'action de sa collègue Marisol Touraine,

à « 21 milliards de la responsabilité de Sarkozy-Fillon et 21 milliards de la responsabilité de François Hollande et de ses gouvernements ». Le patronat renvoie dos à dos ses serveurs, qu'ils soient de droite ou de gauche...

Il déroule la politique de défense de ses intérêts, s'adressant au gouvernement – quel qu'il soit – comme à un partenaire compréhensif, même si de temps en temps l'agenda interne de ce dernier l'amène à lâcher des grands mots. Valls l'a bien montré en réaffirmant sur France 2 sa confiance dans les entreprises et le Pacte de responsabilité, prenant ainsi le contrepied de Macron qui avait remis en cause cette efficacité. Et Gattaz a immédiatement répondu : « Les engagements pris sur un certain nombre de problèmes concernant les entreprises vont dans le bon sens », il attend juste du concret pour « redonner confiance aux entreprises ».

## Construire l'opposition à ce gouvernement

Ce qui rend ce grand cirque déprimant et leur permet de marquer des points dans la guerre idéologique, c'est la faiblesse des réactions du monde du travail. Le silence pesant des organisations syndicales ne permet ni la contre-offensive politique ni la visibilité des tentatives de résistance à la politique du gouvernement PS-Medef dans le public (santé, Éducation nationale, SNCF ou Poste) ou dans le privé (luttés sur les salaires, contre les licenciements).

Pour virer ces mauvais acteurs, il n'y aura pas de raccourci ni de tours de passe-passe magiques : il y a urgence à ce que le monde du travail reprenne confiance dans la légitimité de ses besoins, de ses exigences, et dans ses forces pour les défendre.

Cathy Billard

ministre des Affaires sociales : le « boss », c'est bien lui, avec le soutien de Valls. Peu importe que ça mécontente la direction de la CFDT, fidèle allié du gouvernement. Peu importe que ce soit prévu par une loi : « il ne s'agit pas de déchirer une loi du jour au lendemain mais il ne s'agit pas non plus de dire que tout va bien dans le meilleur des mondes » a-t-il lancé devant un parterre de chefs d'entreprises françaises et allemandes. « Il y a un ajustement à faire au réel qui se fera dans les prochains mois. Je peux vous le garantir car c'est la volonté du Premier ministre ». La messe est quasiment dite. En fait, même s'il ne le dit pas encore, le Medef ne veut d'aucun système qui contraigne les patrons à déclarer les risques auxquels sont soumis les salariéEs : il existait déjà des fiches d'exposition... mais elles étaient loin d'être toujours remplies ! En 2006, au moment du CPE (contrat première embauche, contrat au rabais pour les jeunes), il avait fallu un mois de manifestations massives de jeunes et de salariéEs pour que le gouvernement refasse voter une loi abrogeant le CPE. Là, il suffit que Gattaz et quelques patrons de PME sortent leurs sifflets pour que le gouvernement se prépare à reculer. Pour les directions syndicales, il y aurait au moins une leçon à retenir : ce n'est pas en jouant les interlocuteurs raisonnables qu'on obtient quelque chose d'un tel gouvernement. Surtout quand celui-ci, malgré les effets de manche, est totalement dans le même camp!

Henri Wilno

## IRAN Nouvelles alliances contre les peuples

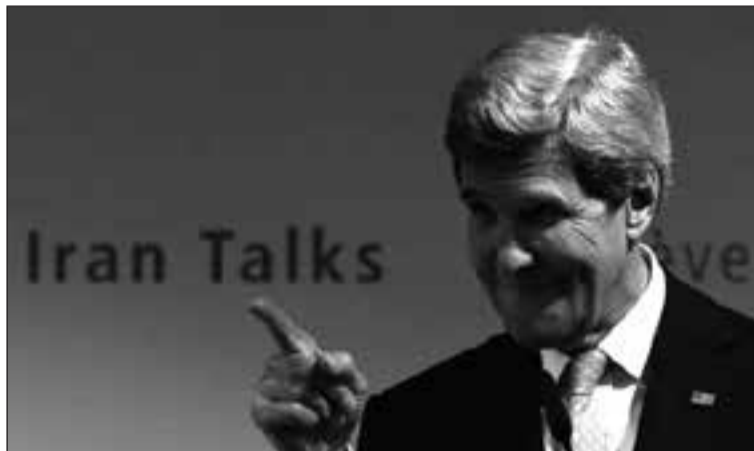
« Plus personne ne peut battre les tambours de la guerre. L'atmosphère hostile créée contre nous a disparu. Le monde a réalisé que les intérêts communs peuvent mener à un accord ». Ces propos de Mohammad Javad Zarif, chef de la diplomatie iranienne, font suite au round de négociations sur le dossier du nucléaire qui s'est achevé le 24 novembre. Les négociations reprendront en décembre et ce jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 2015.

À Washington et Téhéran, l'analyse est semblable : tôt ou tard, un accord sera signé, cela quoi qu'en pensent les puissances secondaires comme la France. Car derrière un accord sur le nucléaire, c'est une stratégie d'alliance qui se dessine entre la République islamique et les États-Unis. Depuis la chute du bloc soviétique et les interventions impérialistes en Irak et en Afghanistan, la dictature des mollahs et l'impérialisme états-unien n'ont cessé de se découvrir des intérêts communs.

Bien sûr, les négociations autour du dossier nucléaire seront longues et révéleront les divergences d'intérêts entre les grandes puissances. Ainsi, la France ne souhaite pas un accord et Fabius se fait le porte-parole de Netanyahu et de la monarchie saoudienne. La France pense renforcer sa position dans la région à la faveur du désamour relatif entre Washington et ses alliés israéliens et saoudiens.

### Derrière les affrontements inter-religieux

Le chaos régional qui pose un problème à la Maison Blanche, et la situation sociale et économique désastreuse en Iran, poussent au rapprochement. En Iran, la corruption généralisée au plus haut sommet du régime, la répression quotidienne des aspirations démocratiques et sociales, l'explosion de la misère et du chômage, l'inflation galopante, la baisse des cours du pétrole, les sanctions économiques et financières pèsent lourdement sur la population. Le Guide de la révolution Khameneï et le Président Rohani veulent la levée des sanctions pour regagner des marges



John Kerry, la voix de l'Amérique qui parle à l'Iran. DR

dans la redistribution clientéliste et redonner de l'air au régime. Pour Washington, l'instabilité régionale et l'échec des interventions impérialistes passées poussent à un « rééquilibrage » des alliances. Il s'agit d'enregistrer les rapports de forces régionaux et l'influence de Téhéran, acteur régional incontournable.

Cela soulève l'inquiétude de l'Arabie Saoudite, dont le soutien aux courants réactionnaires de l'islam politique a favorisé l'instabilité et la montée de Daesh. Riyad et Téhéran se livrent une guerre indirecte et par forces interposées. Du Yémen à la Syrie en passant par Bahreïn et l'Irak, la monarchie réactionnaire des Saoud entend contrer l'influence du régime des mollahs. Cette politique se traduit par la répression des minorités chiites soutenues pas la « mollaharchie » et par un financement massif des courants sunnites les plus sectaires. Cela favorise les logiques d'affrontements inter-religieux alors que ce sont bien des intérêts capitalistiques et d'États qui se cachent

derrière. La monarchie saoudienne défend sa place dans la géopolitique régionale et ses intérêts financiers.

### Impérialisme états-unien et dictature des Mollahs

La Maison Blanche souhaite contenir les ambitions transfrontalières de Daesh qui bouleversent profondément les équilibres régionaux, menacent les monarchies du Golfe et les intérêts de l'impérialisme US. Téhéran et Washington ont soutenu le Premier ministre irakien Maleki et soutiennent désormais son successeur Haidar Al-Abadi. La percée de Daesh a renforcé la communauté d'intérêts entre l'administration états-unienne et le régime des mollahs. Les Gardiens de la révolution interviennent depuis des mois en Irak et ce avec la bénédiction des États-Unis. La collaboration entre l'impérialisme états-unien et la dictature des Mollahs est d'ailleurs de moins en moins discrète. Ainsi, John Kerry a immédiatement salué les frappes de l'aviation iranienne contre

des positions de Daesh en Irak. En Syrie, la répartition des rôles entre l'impérialisme états-unien et la « mollaharchie » est tacite mais réelle. L'aviation US mène des frappes contre Daesh, mais ce sont les Gardiens de la révolution qui, au sol, combattent les révolutionnaires syriens et s'en prennent aux forces de Daesh là où elles gênent le régime dictatorial de Bachar al-Assad.

### Résister à toutes les forces contre-révolutionnaires

De son côté, le pouvoir syrien soutenu par le Hezbollah libanais et par la République islamique, poursuit le massacre quotidien de civils. Bachar al-Assad, qui vient de renouveler ses offres de services à Obama pour « vaincre le terrorisme », a les mains libres pour écraser la révolution syrienne.

Même sur le Kurdistan d'Irak, la Maison Blanche et Téhéran ont une approche commune. Ils soutiennent et arment Barzani tout en empêchant les composantes de la gauche kurde de s'armer et s'opposent aux droits démocratiques et aspirations des Kurdes de Turquie ou d'Iran. Ainsi, sans que cela n'émeuve les grandes puissances, les Gardiens de la révolution ont fortement réprimé les Kurdes d'Irak qui tentaient d'exprimer leur solidarité avec les combattants de Kobané.

Au Moyen-Orient et dans tout le monde arabe, les peuples s'affrontent aux forces contre-révolutionnaires que sont les États, les courants de l'islam politique, chiite ou sunnite, et les puissances impérialistes. La solidarité internationale est plus que jamais nécessaire!

Babak Kia

## HONG KONG Vers la fin du mouvement d'occupation



Un face-à-face qui ne restera pas sans lendemain. DR

Trois groupes ou mouvements ont incarné et porté le mouvement d'occupation à Hong Kong, un mouvement par ailleurs largement spontané...

Le premier, le plus modéré, « Occupy Central », formé de trois personnalités, s'est officiellement rendu. Le second, la Fédération des étudiants (HKFS), devrait décider cette semaine l'arrêt de l'occupation. Le troisième, Scholarism (lycéens) a cherché à maintenir la pression par une grève de la faim, mais le soutien populaire faiblit.

Après plus de deux mois d'occupation, il devenait très difficile de maintenir la dynamique du mouvement. La Fédération des étudiants avait tenté de durcir le blocage du quartier d'affaires Admiralty en interdisant à nouveau l'accès aux immeubles gouvernementaux. Mais l'intervention violente de la police l'a mis en échec, les heurts faisant plusieurs dizaines de blessés. Armés de leurs parapluies, les jeunes étaient partis à l'assaut des forces de l'ordre pour récupérer le terrain perdu dans le quartier populaire de Mong Kok à la suite d'une intervention policière, un autre échec.

Trois membres de Scholarism ont entamé une grève de la faim : deux jeunes filles et Joshua Wong, figure emblématique du mouvement qui avait réussi à faire céder le gouvernement en 2012 lorsque celui-ci avait eu l'intention d'imposer un cours d'éducation patriotique dans les écoles, y compris maternelles... Dans une lettre adressée au chef de l'exécutif, ils appellent à nouveau le gouvernement au dialogue politique. « Le gouvernement non démocratique de Hong Kong a été une malédiction pour les libertés et même pour le niveau de vie des plus pauvres. Le recours éhonté à la force pour nous réprimer est comme jouer avec le feu, en faisant fi du futur de Hong Kong ». Mais le pouvoir juge (à raison) que le temps joue pour l'instant en sa faveur.

### Répression de la désobéissance civique ?

Commencée le 22 septembre, l'ampleur et la durée de l'occupation de plusieurs quartiers de Hong Kong ont dépassé toutes les prévisions. Il constitue déjà le plus important mouvement de désobéissance civique que l'ancienne colonie britannique a connu depuis sa rétrocession à la Chine en 1997. Vu l'enjeu – le droit d'élire ses représentants et de s'organiser librement – il perdurera et rebondira. Mais sous quelles formes ? Et qu'en sera-t-il de la répression ? Les trois personnalités ayant lancé le mouvement « Occupy Admiralty » se sont rendues à la police. Une longue liste de chefs d'accusation leur a été présentée, mais ils ont été libérés de suite, sans avoir à payer de caution. Selon la presse, plus de 200 participants au mouvement ont été « identifiés (...) en vue de poursuites judiciaires ultérieures ». Le pouvoir n'abat encore ses cartes : le ministre de la Justice, Rimsky Yuen, a ainsi déclaré qu'il était trop tôt pour savoir de quels délits les participants au « mouvement des parapluies » allaient devoir répondre. Mais la répression risque de frapper, durement.

Pierre Rousset

1 – Cité par Florence de Changy, Le Monde du 3 décembre 2014.

La délégation a rejoint la ville de Suruç, à quelques kilomètres de la frontière. À l'entrée, deux camps de plus de 200 tentes, puis un camp dans le centre, le camp « Rojava ». En tout, plus de 45 000 réfugiés s'entassent sous ces tentes. À la mairie, nous sommes reçus par Ismaïl Kaplan, président du BDP du district de Suruç, et Faruk Kaplan qui nous explique les conditions difficiles de l'accueil des réfugiés : l'aide internationale, qui transite par l'État turc, va directement à un seul organisme, l'AFAD, qui ne prend en charge que 6 000 réfugiés, alors que plus de 145 000 réfugiés sont pris en charge par les municipalités kurdes. Mais Ismaïl Kaplan va surtout insister sur l'expérience du Rojava, la région à forte population kurde de Syrie qui borde la frontière turque. « La révolution de Rojava a commencé il y a 3 ans et a tout de suite cherché à rompre avec le type de gouvernance qui prévaut dans cette région du Moyen-Orient et du Golfe. Elle est fondée sur l'autonomie démocratique comme mode de gestion, avec la mise en place d'assemblées du peuple, le respect des différentes ethnies, religions et cultures, la parité hommes-femmes à tous les niveaux des instances de pouvoir et de la société, et la laïcité. »

Un projet effrayant pour les islamistes de Daesh, que certains États occidentaux et la Turquie ont soutenu et armé. « À ce jour, la Turquie traite toujours le PKK et le PYD comme des organisations terroristes. Chaque

## TURQUIE-SYRIE Sur la frontière

Mi-novembre, deux militants du NPA ont participé à une délégation qui s'est rendue à la frontière turco-syrienne, en face de la ville de Kobané. Cette mission était organisée par la Coopération nationale solidarité Kurdistan (CNSK), un collectif unitaire pour s'informer et témoigner sur la situation politique, militaire et humanitaire du Kurdistan.



DR

jour des manifestants solidaires des combattants de l'YPG tombent sous les balles de la police en Turquie, sont battus à mort par les fascistes turcs. Par contre, les terroristes de Daesh traversent librement la frontière et achèment armes et matériel. Nous avons demandé une commission parlementaire pour enquêter sur ces faits, mais nous ne sommes pas assez nombreux au sein de l'assemblée pour que cette demande aboutisse. »

Chaîne humaine pour Kobané La délégation s'est ensuite rendue à Mahser, un hameau qui fait face à Kobané, à quelques centaines de mètres à vol d'oiseau. À l'ouest du village, sur la colline, les tanks turcs stationnent depuis des semaines, immobiles... et inutiles. Dans le village, la sentinelle postée sur son mirador a ses jumelles braquées sur le village, et non sur la frontière...

Mais ici, c'est une atmosphère surprenante, quasi festive, qui règne, une espèce de Larzac sur fond de bombardements et de détonations. Des centaines de Kurdes – hommes, femmes, enfants, jeunes et vieux venus de tout le Kurdistan turc – se relayent pour former une chaîne humaine le long de la frontière et tenter d'empêcher le passage des islamistes. Repas collectifs, discussions politiques autour des feux, patrouilles le long de la frontière, Mahser ne dort pas parce que toutes et tous sont là pour soutenir les résistants de Kobané. L'émotion et la détermination se lisent sur les visages.

La bataille de Kobané est loin d'être terminée et son enjeu est crucial pour l'expérience démocratique de Rojava. Le gouvernement turc et François Hollande, qui pensaient que Kobané tomberait en quelques jours, ont dû remballer leur projet de zone tampon et d'occupation turque de la région.

Il reste au gouvernement français à exiger l'ouverture du couloir humanitaire pour soulager la résistance et acheminer d'urgence les armes et les munitions dont elle a tant besoin, et à ouvrir sa frontière aux milliers de réfugiés qui risquent de passer de longues semaines d'hiver sous des tentes.

Mireille Court et Yann Puech

## ART

## Scottsboro Alabama, de l'esclavage à la révolution, Lin Shi Khan et Tony Perez

L'Échappée, 2014, 20 euros

Cet ouvrage est d'une beauté surprenante pour qui apprécie la gravure. L'histoire de ces planches de linogravures a de quoi retourner aussi. Le 25 mars 1931, neuf jeunes noirs au style hobo sont accusés du viol de deux femmes blanches à bord d'un train de marchandises en Alabama. Le verdict fut la peine de mort. C'était sans compter sur l'intervention «quasi divine» d'un groupe communiste multiracial, l'International Labor Defense (ILD) qui fit campagne pour leur libération comme il le fit pour Sacco et Vanzetti. Dans le sud des États-Unis, on n'hésitait pas à pendre les «nègres» sous ce prétexte.

Ces «*Strange fruit*» de la chanson ont fini par mûrir dans la révolte et la construction d'un mouvement des droits civiques. Les neufs Noirs dont on verra qu'ils ont été accusés à tort n'étaient pas des activistes politiques mais des types affamés en quête de travail.

L'ILD entreprit de donner à cette affaire une portée internationale, et des manifestations eurent lieu à Paris et Moscou. Dans ces gravures, la question centrale est l'union des travailleurs noirs et blancs, un thème au cœur d'un journal comme *New Masses* dirigé notamment par Michael Gold qui signe l'avant-propos.

Christophe Goby



## Quelques idées d'expos cet hiver à Paris...

En marge des grandes expos de la capitale – Hokusai, Niki de Saint Phalle, Sonia Delaunay, les Mayas et autres Jeff Koons –, pour celles et ceux qui ne supportent pas les foules, voici quelques pépites anti-files d'attente qui méritent un détour.  
Ugo Clerico

**Bruno Decharme – Art brut, collection ABCD**... à La Maison Rouge, jusqu'au 18 janvier 2015. Une collection exceptionnelle de ce grand collectionneur, fondateur de l'association ABCD (art brut, connaissance & diffusion).

**Per Kirkeby, œuvres récentes**... à la Galerie Vidal-Saint Phalle, jusqu'au 23 décembre 2014. Le grand peintre danois, trop méconnu en France, aperçu en 2013 dans la collection Michael Werner. Après Londres et Bruxelles, à quand une grande rétrospective à Paris de ce peintre majeur ?

**Markus Lüpertz «Promenade, 1963-2014»**... à la Galerie Suzanne Tarasieva, jusqu'au 20 décembre 2014. Mini-rétrospective – peintures, céramiques – de ce néo-expressionniste allemand en attendant sa grande expo au MAM à Paris en 2015.



**Garry Winogrand (1928-1984)**... au Jeu de Paume, jusqu'au 8 février 2015. Un grand photographe de la rue américaine de l'après-guerre.

**Émile Bernard (1868-1941)**... au Musée de l'Orangerie, jusqu'au 6 janvier 2015. Surtout pour ses 10 ans du début où il égalait les plus grands peintres de l'Art Moderne.

**Matière grise**... au Pavillon de l'Arsenal, jusqu'au 5 janvier 2015. Expériences actuelles, l'art de la récup dans les bâtiments publics : mode ou architecture durable ?

**Le Japon au fil des saisons**... au Musée Cernuschi, jusqu'au 12 janvier 2015. En complément d'Hokusai, en plus intime.

**Splendeurs des Han – Essor de l'empire céleste**... au Musée des Arts asiatiques Guimet, jusqu'au 2 mars 2015. Des trésors au raffinement insoupçonné.

**L'Art de manger – Rites et Traditions**... au Musée Dapper, jusqu'au 12 juillet 2015. Une exposition à savourer, avec débats associés : Nourrir la planète, Manger l'Autre...

**Inside**... au Palais de Tokyo, jusqu'au 11 janvier 2015. Mis en scène par de grands artistes : Jean-Michel Alberola, Michel Boltanski, etc.

## BANDE DESSINÉE

## Fils du soleil, Fabien Nury et Éric Henninot, d'après Jack London

Dargaud, 2014, 19 euros

Une grande BD maritime inspirée de plusieurs nouvelles de Jack London dont la «La maison de Mapuhi» et «Fils du soleil». L'aventurier socialiste n'a pas connu que le grand froid mais s'est également frotté aux mers chaudes de Polynésie. Pour le plus grand bonheur du dessinateur Éric Henninot qui revient aux sources d'inspiration du jeune W. Vance pour animer l'océan et ses dangers. À bord de sa goélette, David Grief, surnommé «Fils du soleil» par les indigènes, voyage donc entre les îles Salomon où il a établi son négoce. Une mystérieuse vente le conduit vers l'île de Hikihoho, où vit le vieux Parlay, roi autoproclamé d'une communauté indigène... C'est dans cet atoll du Pacifique que des hommes errant après des chimères, d'autres mus par une folle cupidité, seront réunis, alors qu'un terrible ouragan approche. Le «Fils du soleil» n'est pas animé par l'argent mais par un vœu à une belle Polynésienne, mais nous n'en dirons pas plus, tant les histoires d'amour finissent mal en général...



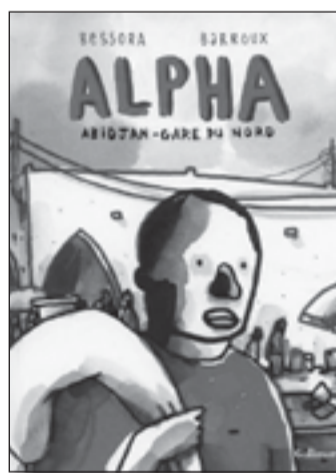
Fabien Nury, le scénariste, traduit à merveille le portrait de ces redoutables aventuriers croisés ou imaginés par Jack London. Pâles ou rongés par la maladie, ils jouent leur vie au milieu du typhon «commandé» par le vieux Parlay. En harmonie avec la nature, un nouveau roi s'installera pourtant sur l'île de Hikihoho... Une aventure «one shot» appelée à devenir un classique.  
Sylvain Chardon

## Alpha, Abidjan - Gare du Nord, Bessora et Barroux

Gallimard BD, 2014, 20 euros

Alpha vit seul à Abidjan depuis que sa femme et son fils sont partis sans visa six mois plus tôt pour Paris, Gare du Nord, où sa belle-sœur aurait un salon de coiffure. La rage au cœur, il décide de tout quitter pour les retrouver. Il rejoint la cohorte des gens dont on ne sait rien parmi ces dizaines de milliers d'Africains qui partent vers l'Europe plutôt que de pourrir sur place. «Tu ne sais jamais ce que te réserve le voyage, dit Alpha Coulibaly. Mais tu peux être sûr de ce qui t'attend si tu ne pars pas. Rien.» Il laisse en gage son petit atelier d'ébénisterie et sa bicoque à la filière des passeurs et part pour la «Gare du Nord». Il va devoir déjouer les pièges des passeurs cyniques et des rabatteurs voyous, les payer au gré de petits boulots misérables, croiser en chemin les soldats auxquels il faut fournir des «calmants» (des pots-de-vin), végéter en chemin dans des camps de réfugiés erratiques, avant de repartir pour affronter, après des mois et des mois de dérives, l'ultime épreuve, une traversée en bateau, terrifiante.

C'est Bessora, une romancière suisse-congolaise née en Belgique qui écrit sous forme de monologue, la tragédie d'Alpha et de ses compagnons d'infortune. Son texte est poignant, accroche le cœur, et, loin de tout misérabilisme, décrit la détresse des candidats à l'émigration. Une BD sans dialogue où Barroux le dessinateur jette sur la page des traits rapides et hachés, admirablement servis par un noir et blanc à l'impact immédiat qui donne «à ressentir autant qu'à



voir». Barroux et Bessora donnent une voix à tous ces fantômes qui gisent au fond de la mer ou dans les sables du Sahara, mais aussi à ceux qui auront réussi à toucher le Graal pour être immédiatement chartés par la police des Sarkozy et Valls.  
Sylvain Chardon

librairie **La Brèche** La librairie militante !  
27 rue Taine 75012 Paris - tél : 01 49 28 52 44 - contact@la-brèche.com  
lundi au samedi 12h-20h

Fournisseur officiel du mouvement ouvrier

Des idées de cadeau ?  
... Offrez des idées en cadeau !

la-brèche.com

# Solstice d'hiver FÊTES PLAINES

Que faire, pendant les vacances de fin d'année, pour se distraire et faire plaisir aux uns et aux autres, aux enfants surtout...

## SANS TOMBER LE CONSOMÉ

Dossier coordonné

## ADOS

**Émile et Léonie. Une aventure sous la Commune, Jean-Noël Manthe** ∞ Le Temps des Cerises, 2014, 15 euros

Réédition des péripéties de deux enfants des faubourgs – Léonie, aveugle, guidée par son amoureux, Émile – sous la Commune de Paris. Au gré des rocambolesques aventures de ces attachantes frimousses, on croise



Napoléon III, Thiers, des communards – Louise Michel, Nathalie Le Mel, Courbet... – et l'on revit certains épisodes marquants (chute de la colonne Vendôme, Semaine sanglante, déportations...), le tout servi par un graphisme original et l'humour de l'auteur. Une petite histoire de la Commune de Claudine Rey en postface.

Les libraires de la Brèche

**Pourquoi les riches sont-ils de plus en plus riches, et les pauvres de plus en plus pauvres ? Monique Pinçon-Charlot et Michel Pinçon, illustré par Étienne Lécroart** ∞ La Ville brûle, 2014, 8,50 euros

Monique et Michel Pinçon-Charlot s'adressent pour la première fois aux enfants à partir de dix ans. À travers vingt questions-réponses, ils décryptent les mécanismes de la domination sociale avec clarté et humour grâce aux dessins d'Étienne Lécroart, et définissent classes sociales, reproduction sociale, chômage, paradis fiscaux, capital financier, social, culturel... Opposant le fils d'ouvrier





## TOULOUSE (31) Après les violences policières, la répression judiciaire

Après la mort de Rémi Fraisse, le mois de novembre à Toulouse aura été marqué par la mise en état de siège du centre ville chaque samedi par les « forces de l'ordre », aboutissant à de multiples violences policières et arrestations arbitraires de manifestantEs par dizaines.

Trois d'entre eux ont été jugés le jeudi 4 décembre pour leur participation aux manifestations des 1<sup>er</sup> et 8 novembre. À l'appel de l'assemblée générale des étudiantEs du Mirail, soutenue par 13 organisations (FSU 31, Solidaires 31, CIP-MP, Fondation Copernic 31, AL, CSR 31, EÉLV Toulouse, Ensemble! 31, LO, NPA, PCOF, PG et Attac), plus de 200 personnes sont venues soutenir les inculpéEs devant le TGI et exiger leur relaxe. Parmi eux, Philippe Poutou qui, au nom du NPA, a appelé à une riposte unitaire large face aux violences policières et à la répression.



Jeudi 4 décembre, rassemblement de soutien lors du procès. DR

### Les procès s'enchaînent

Une fois de plus, c'est à une parodie de justice que nous avons assisté : des condamnations lourdes malgré l'absence de faits avérés (120 heures de TIG pour l'un ; 2 mois de prison avec sursis pour deux autres), allant même jusqu'à inventer pour Gaëtan, camarade du NPA, un chef d'inculpation qui n'existe pas : « tentative de violence », l'accusation de « violence » ne tenant pas la route.

Ces verdicts scandaleux témoignent de la volonté du gouvernement de criminaliser le mouvement social et de restreindre les libertés démocratiques pour mieux faire passer en force sa politique impopulaire et violente.

Face à cette situation, la riposte des organisations ouvrières et démocratiques toulousaines n'a pas été à la hauteur, mais l'arc de forces réuni autour des procès du 4 décembre doit être un point d'appui pour la suite, car les procès s'enchaînent : 9 et 17 décembre, puis janvier. Pour sa part, le NPA 31 continue à affirmer que manifester est un droit, et à exiger la relaxe de tout les inculpéEs et l'amnistie de tous les condamnés des manifestations de novembre.

CorrespondantEs

## ÉDUCATION PRIORITAIRE

# Les réseaux de la colère

Un peu partout en France, depuis la mi-novembre, dans les banlieues de grandes villes ou des zones rurales, les personnels de collèges et d'écoles et les parents d'élèves sont mobilisés pour protester contre la refonte de la carte de l'éducation prioritaire.

L'éducation prioritaire, c'était, selon les dires du gouvernement, une des grandes priorités du ministère de l'Éducation nationale. Le fait que la colère éclate là où celui-ci prétend « faire le plus d'efforts » pour compenser les inégalités sociales, en dit long sur la réalité de sa politique.

### « REP+ = Rien En Plus »

Car, pour un établissement scolaire, être classé en réseau d'éducation prioritaire, quel que soit le nom de celui-ci, c'est bénéficier théoriquement de plus de moyens, essentiellement de classes moins chargées. Or non seulement, avec la refonte de la carte, de nombreux collèges et écoles, parmi ceux qui en ont le plus besoin, sortent de ces dispositifs, mais, de plus, des établissements qui sont censés être la vitrine de l'éducation prioritaire, les REP+ ne disposent pas des moyens nécessaires pour traiter réellement les difficultés scolaires des élèves. Au point que les enseignants de ces établissements ont trouvé une nouvelle signification de leur sigle : « REP+ = Rien En Plus »...

Pour les enseignantEs et les parents mobilisés, il ne s'agit donc pas seulement de réclamer, les uns un maintien en réseau d'éducation prioritaire, les autres le fait de pouvoir y entrer, mais bien, à travers ces revendications, de se battre pour de meilleures conditions de travail pour le personnel et d'étude pour les élèves. Et d'affirmer, haut et fort, qu'ils ne sont pas dupes des annonces publicitaires sur l'éducation prioritaire, bien conscients au contraire du cynisme du gouvernement. Tout le monde sait en effet ce qu'il est advenu des 60 000 postes qui devaient être créés en cinq ans selon le candidat Hollande. À mi-mandat, le gouvernement reconnaît lui-même n'en avoir créé que 3 856 dans l'enseignement public, 2 906 dans le primaire et 950 en collège et en lycée.



DR

### Les enseignantEs ont pris leur mobilisation en main

Si cette mobilisation réussit à faire tache d'huile, avec entre autres, une journée de grève prévue dans plusieurs académies le mardi 9 décembre, ou dans d'autres le jeudi 17 décembre, jour où devrait être arrêtée la carte de l'éducation prioritaire par les instances officielles, c'est que les enseignantEs qui se sentent concernés ont su prendre leur mobilisation en main : dans certains établissements, ils ont voté la grève reconductible pour pouvoir mieux s'organiser, se donner les moyens de faire l'opinion, de contacter les parents et de les associer à leur mouvement, de commencer à mettre en place des formes de coordination, à l'échelle d'une ville ou d'un département,

d'exercer leur pression sur leurs syndicats. Significatif de cette auto-organisation est le fait que bien souvent sont rajoutées diverses revendications par les grévistes, dont celles concernant les salariéEs en statut précaire. Sans doute, les enseignantEs se sentent-ils le plus en légitimité de se mobiliser là où les conditions de travail sont les plus éprouvantes, là où les élèves sont le plus en difficultés, généralement dans les zones les plus pauvres. Mais la réforme de l'éducation prioritaire, telle qu'elle est annoncée par le gouvernement, est révélatrice de sa volonté de s'attaquer à toute l'Éducation nationale, aussi bien pour en réduire le budget que pour casser le statut des enseignants afin de les rendre plus malléables et corvéables.

### Défendre le service public d'éducation

Cette réforme est dite avant tout « pédagogique » : une façon de

dire, dans la langue de bois des ministères, qu'il ne doit pas y être question de « moyens », de postes supplémentaires, de nombre d'élèves maximum par classe comme c'était le cas dans les anciennes ZEP. Une façon aussi d'ajouter aux enseignantEs d'autres tâches que celles de l'enseignement de leur discipline, préfigurant sans doute l'allongement de leur temps de travail. C'est aussi pour cette raison que le gouvernement ne voudra pas lâcher facilement face à la mobilisation. Car ce serait ouvrir une brèche dans toute sa politique scolaire et risquer de remettre en cause l'offensive qu'il compte mener contre tout le service public de l'éducation. Alors oui, soyons tous solidaires des enseignants et parents en lutte. Agissons pour soutenir, développer et étendre les grèves. À bas les réformes du gouvernement qui remettent en cause le service public de l'éducation!

Galia Trépère

## CONSEIL GÉNÉRAL (87) Les travailleurs sociaux en lutte

Le 6 octobre, en commission permanente, le conseil général de la Haute-Vienne a décidé (voté à l'unanimité, y compris par le Front de gauche) de supprimer l'aide sociale à l'enfance pour les jeunes en difficulté entre 18 et 21 ans qui n'auraient pas été suivis dès l'âge de 15 ans. Une mesure discriminatoire.

Celle-ci remet en cause le travail social du personnel pour l'insertion de ces jeunes en difficulté, et va mettre à la rue des dizaines de jeunes à l'âge de 18 ans. Cette suppression du « contrat jeune majeur » concerne près d'une centaine de jeunes en grande difficulté d'insertion, et risque d'en faire des laissés pour compte de la société. Tout le personnel éducatif en a bien conscience.

Les travailleurs sociaux du CG87 contestent cette décision et sont donc entrés en lutte le 24 novembre, occupant le conseil général et expulsés par la police.



Adopte un jeune.com. DR

Jusqu'au 5 décembre, ils ont « campé » toute la journée sur le parvis du conseil général et y ont organisé leur mouvement, ponctué de deux manifestations en ville regroupant plus de 200 personnes.

### Journée d'action nationale

La présidente PS du CG87, véritable Thatcher locale, prétend les baisses de dotations de l'État aux collectivités territoriales pour prendre cette mesure inique qui vise particulièrement les mineurs

isolés étrangers. Elle refuse toute négociation et dénie aux travailleurs sociaux le droit d'intervenir dans les décisions du CG87. Quand au Front de gauche, il soutient maintenant la lutte des travailleurs sociaux et, concernant le vote de leurs élus, prétend une grosse bourde de leur part... Pour la suite, les travailleurs continuent leur lutte sous forme d'actions ponctuelles et d'une manifestation le vendredi 12 décembre, à l'occasion de la journée d'action nationale du travail social qui peut permettre de renforcer leur lutte en évitant l'isolement. À suivre.

Correspondant

CGT

## Pourquoi Lepaon résiste ?

La « démission » du trésorier confédéral, fusible à retardement, et la convocation d'un Comité confédéral national (CCN) extraordinaire en janvier ne répondent pas vraiment aux attentes des nombreux militantEs indignés.



Allez, une p'tite dernière pour la route? PHOTO THÈQUE ROUGE / MILO



Le 1<sup>er</sup> février 2014 à Paris contre la remise en cause du droit à l'avortement en Espagne. PHOTO THÈQUE ROUGE/JMB

## ROYBON (38) Créons une, deux, trois ZAD!

Après Notre-Dame-des-Landes et Sivens, la ZAD Roybon. Un « Center Parc » dans les cartons depuis 8 ans, soit une bulle de tourisme pour « personnes aisées »...

Mille cottages et 5000 lits sur 200 ha (six fois plus que Sivens), avec restaurants et équipements de loisirs (piscine, jacuzzi, une bulle transparente « aquamundo » maintenue à 29°C toute l'année...). Tout cela au cœur d'une forêt centenaire, protégée, car une bonne partie est une « zone humide », avec 40 espèces protégées et alimentant un réseau d'eau potable.

Ce projet est en grande partie subventionné par des fonds publics : 36,5 millions d'euros et 35,4 millions d'euros de cadeau de la commune de Roybon qui a vendu un terrain constructible de 200 hectares à 0,30 euros le m<sup>2</sup> (prix normal du marché : 18 euros), ce qui place à 240 000 euros la subvention par emploi créé ! 48% des 468 emplois équivalent temps plein prévus seront du nettoyage et à temps partiel (moins de 12 heures par semaine).

### La résistance s'organise

Promu au départ par le PS au conseil général de l'Isère et soutenu par la droite (UMP et UDI), le PCF se déclare depuis ce 1<sup>er</sup> décembre pour un référendum mais José Arias, vice-président PCF du conseil général, assume avoir « voté "pour" en novembre 2014 »... Selon la loi sur l'eau, le dossier a été déclaré irrecevable par la commission d'enquête publique au mois d'août dernier. Cela n'a pas empêché le préfet de l'Isère de signer, les 3 et 17 octobre, deux arrêtés autorisant le projet au titre de la loi sur l'eau et des espèces protégées... De son côté, le groupe Pierre & Vacances est devenu propriétaire des 202 hectares de terrains depuis le 17 octobre.

Comme à Sivens, le préfet et les élus locaux jouent la carte du fait accompli sans attendre les résultats des procédures judiciaires en cours. 30 ha de forêt sur 200 ont déjà été rasés depuis le 20 octobre. Mais la manif-rassemblement du 30 novembre a rassemblé plus de monde que les fois précédentes (environ 1200 personnes), avec occupation d'une maison forestière abandonnée en bordure du chantier. Depuis, ça s'accélère. Le 1<sup>er</sup> décembre, blocages des travaux devant huissiers. Le lendemain, le président PS du conseil régional demande au préfet de région de suspendre les travaux... jusqu'au

12 décembre, date d'un référé au tribunal de Grenoble intenté par deux associations, les pêcheurs drômois et la Frapna (puissante association en Rhône-Alpes). Le samedi 6 décembre une marche aux flambeaux a de nouveau fait entendre notre détermination à stopper les travaux. Les fédérations NPA (Isère et Drôme) se sont prononcées sans ambiguïté contre le projet de Center Parcs.

### CorrespondantEs Drôme et Isère

Blog des zadistes: <http://zadroybon.wordpress.com>

Blog des opposantEs de l'association « Pour les Chambarans sans Center Parcs » (650 adhérentsE) : <http://www.pcsccp.org>

Blog « historique » d'opposantEs: <http://chambarans.unblog.fr>

## SANOFI QUETIGNY (21)

### 6<sup>e</sup> semaine de grève et d'occupation

Les salariéEs de Sanofi à Quetigny sont en grève contre la cession de leur site pour 1 euro au façonnier Delpharm, connu pour ses conditions de travail déplorables : une convention collective médiocre, plus de 13<sup>e</sup> mois, des embauches au ras du Smic (voir l'Anticapitaliste n°266).

Quetigny n'est que le premier des sites à être cédé. Suivront Amilly, Compiègne, Toulouse... On propose 15 000 euros brut de prime de cession, alors que Sanofi fait 7 milliards d'euros de bénéfices en 2013, dont 55% versés en dividendes aux actionnaires (dont 150 millions d'euros de crédit d'impôt en 2013). Tripler la prime annoncée, ce ne serait que moins de 0,25% des bénéfices : une goutte d'eau pour Sanofi. Les salariéEs craignent des suppressions d'emploi, une diminution des primes, de l'intéressement/participation (8 000 euros/an), entraînant une perte globale de salaire de 25% à 30%. Ils exigent donc des garanties fermes sur le



DR

maintien de leur convention collective, leur mutuelle et leur système de prévoyance, leurs primes d'ancienneté et d'intéressement, le 13<sup>e</sup> mois et la 6<sup>e</sup> semaine de congés, ainsi qu'une prime de cession de 25 000 euros minimum en dédommagement.

### Un collectif de lutte

Les salariéEs ont remis en cause les élus syndicaux du site peu réactifs et se sont réunis dans un collectif de

lutte. Un exemple inédit sur l'agglomération dijonnaise de grève auto-organisée par les salariéEs eux mêmes. Depuis le 4 novembre, ils bloquent la sortie des produits finis par un piquet, en continu jour et nuit depuis le 24 novembre. Un comité de soutien s'est constitué : Solidaires, la FSU, le NPA, Ensemble, la Gauche alternative Quetigny, le PG. Des collectes ont déjà été lancées et mardi 9 décembre, devant le palais des Congrès à Dijon, les Sanofi et le comité de soutien, ont accueilli Gattaz venu quémander des milliards supplémentaires à l'État devant 400 chefs d'entreprise. Samedi 13 décembre, une réunion publique est prévue à Quetigny.

Correspondant

## DOUARNENEZ - CARHAIX (29)



À Douarnenez samedi 6 décembre. DR

### La santé publique en danger

En défense de l'hôpital public menacé, ce samedi 6 décembre, près de 5000 personnes ont défilé dans les rues de Douarnenez.

En 2009 est votée la loi HPST de Bachelot, au motif de mieux rationaliser et de mieux coordonner l'offre publique de soins. En 2011, elle donne naissance à l'Union hospitalière de Cornouaille Finistère visant à mutualiser les moyens, en créant des filières de soins... et en regroupant les services. Soit tendre à rediriger l'offre de soins vers les grands centres d'activités, sans moyens supplémentaires, tout en réduisant ceux des hôpitaux plus modestes. Ces projets ont pour but de concentrer les activités et donc d'éloigner la population des structures de soins de proximité. Pour les salariéEs, c'est la perspective d'une mobilité accrue et donc d'une dégradation accentuée de leurs conditions de travail. Une logique d'économies et donc de réduction de la masse salariale, doublée d'une dégradation dans la qualité des soins. Ce gouvernement Valls-Hollande-Touraine a gardé la loi HPST et accentué la politique de réduction des dépenses publiques avec le Pacte de responsabilité : 3 milliards d'économie sur les hôpitaux. Les conséquences pour les salariéEs et les usagers sont dramatiques.

### Construire les convergences

À Carhaix, ville symbole de la défense de son hôpital public, des menaces de suppressions de postes, comme au CHU de Brest, ont fait bouillir la marmite et la mobilisation se prépare. D'ores et déjà une manifestation a lieu à Brest le mardi 9 décembre. Un appel à la population a été lancé. À Douarnenez, sous prétexte d'un déficit de médecins anesthésistes, la direction de l'hôpital aux ordres de l'Agence régionale de santé (ARS) menace de fermer purement et simplement la chirurgie. Or les documents sont là : bien avant ce manque de médecins, l'ARS avait déjà en projet de transformer cet hôpital en service de moyen et long séjours. Une première réunion a réuni plus de 700 personnes et la manifestation du 6 décembre a rassemblé près de 5000 personnes (du jamais vu) qui scandaient « *Touraine ta réforme on n'en veut pas. Annulation, annulation* ». Comme l'indiquait le tract du NPA distribué pendant la manifestation, toutes ces luttes doivent maintenant s'enraciner et converger, à l'instar de la Convergence des hôpitaux en lutte contre « l'hôstérite », en s'appuyant autant sur les luttes des personnels de santé déjà fortes en Finistère que sur l'existence de la coordination des hôpitaux de proximité, très active ici depuis 1999.

Correspondante

Depuis plusieurs semaines, ils et elles souhaitent que la direction confédérale prenne des sanctions contre les responsables des dérives de l'appareil, assure une transparence dans le fonctionnement, et revoie son orientation politique.

### Des réactions révélatrices

« La crédibilité des syndicats auprès des salariés est à un niveau historiquement bas. La crise de la CGT va accentuer cet affaiblissement. Ce n'est pas bon pour le dialogue social et cela risque de libérer des forces non maîtrisées, conduire certains à se radicaliser sans être encadrés. C'est l'intérêt du pays que la CGT retrouve son unité, sa force et arrête un programme clair pour notre temps », dit Raymond Soubie, ex-conseiller « social » de Sarkozy... Cette déclaration illustre

un des enjeux essentiels de la crise traversée par la CGT.

Les dernières révélations de la presse concernant l'indemnité de licenciement octroyée à Lepaon lors de son passage de la Basse-Normandie à la Confédération, même présentée comme une compensation retraite à plusieurs années de chômage, a fait franchir un nouveau pas à son discrédit. En même temps que montent de nombreuses protestations des militantEs, de multiples structures, Lepaon fait de la résistance et refuse de quitter son poste. Si ces révélations et ses justifications ont d'abord suscité stupeur et colère, leur multiplication dans la période des élections professionnelles dans la fonction publique a commencé à susciter un réflexe de repli, d'autodéfense de la CGT.

### De la bureaucratie

En fait, ces révélations illustrent la prise de distance d'un certain nombre de dirigeants avec les valeurs du syndicalisme portées par la majorité des militantEs. Les dérives du secrétaire général ne sont que la partie rendue visible de pratiques très répandues dans l'ensemble des appareils syndicaux. Cette distance est totalement liée aux positionnements politiques de ces responsables fait d'attentisme, de complaisance, de dialogue social, de pactisation avec le patronat et avec les différents gouvernements. C'est bien là le sens de la fameuse déclaration de Lepaon : « *il n'y a pas d'opposition de principe entre patronat et salariés* », de ses hésitations sur le fait de ne pas participer à la Conférence sociale de juillet dernier, ou des propositions de recul sur la question des seuils sociaux.

C'est ce qui permet de comprendre qu'à ce jour, seul le trésorier confédéral ait servi de fusible. Car bien entendu, cette orientation a le soutien d'une majorité des instances dirigeantes – bureau confédéral, commission exécutive confédérale – avec, pour le moins, la passivité du CCN.

### Remises en cause profondes

Lepaon et son entourage espéraient, en les rencontrant de façon informelle, obtenir une neutralité passive des dirigeants fédéraux ou régionaux, plutôt que de convoquer un CCN où pourrait se dégager une majorité qui a les moyens juridiques d'imposer son départ... Ce départ serait pourtant le « minimum syndical » pour répondre à la légitime indignation des militantEs, et répondre au désaveu des salariéEs qui s'est exprimé dans les élections

professionnelles dans la fonction publique. Mais une fois cela réglé, les questions les plus importantes resteront posées : une totale transparence sur le financement et l'utilisation de ces moyens, et la transformation du fonctionnement pour garantir la démocratie et donner un minimum de sens au mot d'ordre CGT, « syndiqué acteur-décideur ». Mais surtout il faut rompre avec une orientation qui avale, voir anticipe, des reculs sociaux, de rompre franchement avec le dialogue social. L'urgence, c'est d'organiser la mobilisation contre les projets patronaux et gouvernementaux et dans l'immédiat contre le projet de loi Macron. Un ordre du jour chargé pour le CCN convoqué exceptionnellement dans quelques semaines, en janvier.

Robert Pelletier



## Les comités en action!

### Le Havre (76) Succès de la première rencontre pour une alternative sociale et solidaire



DR

Depuis plusieurs mois, le comité du Havre du NPA travaille à une initiative unitaire autour des questions écosocialistes avec le PG, les décroissants, la Confédération paysanne, Ensemble, au total une dizaine d'organisations locales. Vendredi 28 novembre, plus d'une centaine de personnes se sont retrouvées pour une projection-débat autour du film *Sacrée croissance!* de Marie-Monique Robin. Le samedi matin, près d'une centaine de personnes se retrouvaient à nouveau pour échanger autour d'ateliers thématiques (alimentation, transport, emploi). Après un tour des stands du «village militant», direction le repas convivial et musical préparé par la Confédération paysanne... La restitution des ateliers du matin: l'essai une fois par semaine d'un repas bio dans les écoles, les terres agricoles qui se bétonnent, l'exemple de transport en commun gratuit à Aubagne, l'emploi dans des projets écologiques moins aliénant tout en étant utile à la société... a retenu l'attention du public. Ensuite une nouvelle pose musicale avec la chorale des «Josettes Rouges», a souligné l'importance de la parité dans la représentation de la salle et de la table ronde. Cette table ronde réunissait des acteurs des luttes environnementales menées dans la région (contre le port méthanier, Ferme des Bouillons, éoliennes, Dieppe...). La journée s'est conclue par trois interventions: Christine Poupin pour le NPA, Nicolas Bénétières pour Ensemble et Vincent Liegey pour les décroissants. Après cette bonne participation, rendez-vous a été pris pour de nouvelles initiatives, et pour préparer la mobilisation locale durant l'année 2015 au sujet de la conférence mondiale (COP21) sur le climat qui se tiendra à Paris!

### Rouen (76) Changer le système, pas le climat!



DR

Plus de cent participantEs se sont rendus à la réunion publique organisée par le NPA, le PG et Ensemble!, à Rouen le mardi 2 décembre. Y intervenaient Christine Poupin, Martine Billard et Christophe Aguiton. Le gouvernement, par une succession d'annonces sans grand contenu, prépare la conférence mondiale sur le changement climatique qui se

tiendra à Paris en décembre 2015. À défaut d'agir, Hollande occupe les médias... L'enjeu est trop important! La destruction des écosystèmes, la montée des eaux vont générer d'innombrables réfugiés climatiques, détruire des vies, accentuer l'insécurité alimentaire, et finalement consacrer l'écrasement des pays pauvres par les pays riches. Dès à présent, nous devons nous mobiliser contre l'inertie des gouvernements et leur soutien indéfectible aux grandes industries multinationales. Cette première initiative a permis de présenter les enjeux des négociations actuelles, de préciser la nature des mobilisations en cours et celles qu'il est possible d'organiser. Puis ont été dénoncées les fausses solutions capitalistes, inefficaces pour le climat et dangereuses pour les populations et les écosystèmes. Enfin ont été détaillées les réponses écosocialistes, les seules permettant une réponse à la hauteur des enjeux. Comment construire une mobilisation massive? Cette question était au cœur de la discussion.

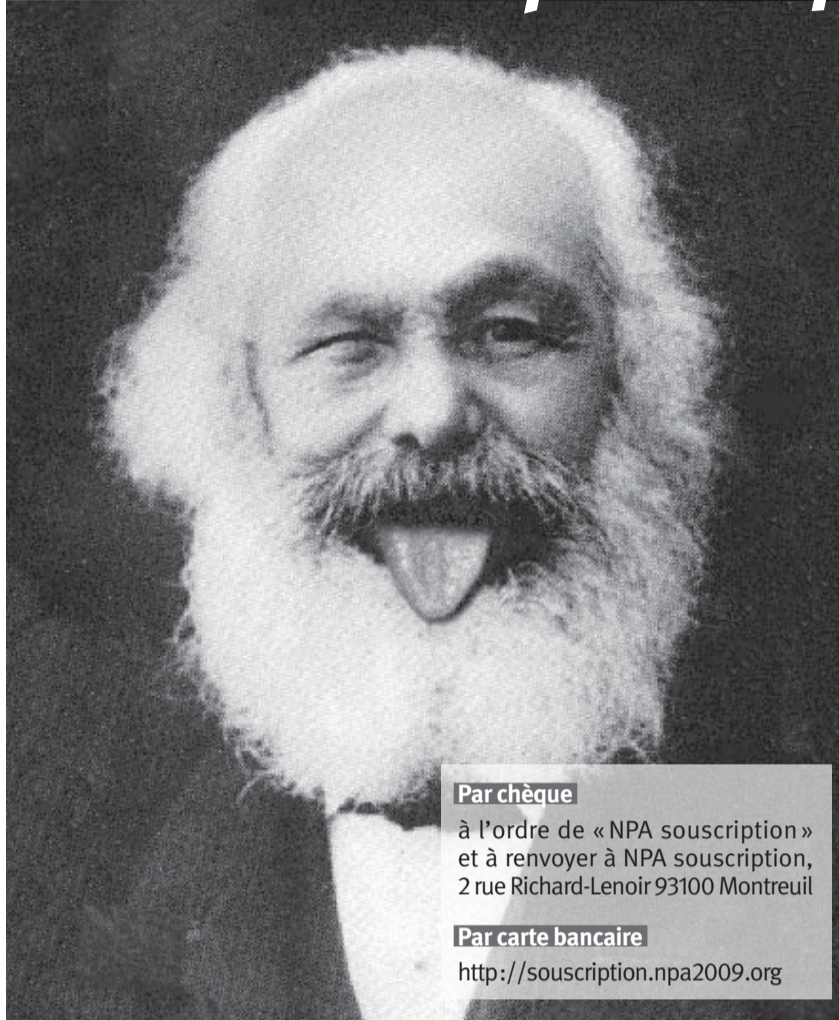
Un premier pas dans la préparation des mobilisations d'ampleur pour 2015, pour changer le système, pas le climat! Une réunion riche et cordiale... qui s'est terminée autour de produits locaux.



### Saint-Denis (93) Réunion débat sur le Moyen-Orient

Le comité local du NPA organisait une réunion mercredi 3 décembre sur la situation du Moyen-Orient et de la Palestine. Une quarantaine de personnes sont venues écouter Julien Salingue, des militantEs du NPA mais aussi des militantEs des associations de solidarité avec la Palestine de la ville, et de tout horizon politique. Une façon pour le comité de Saint-Denis de revenir sur la séquence des mobilisations du mois de juillet, de faire le point sur une situation qui a connu des soubresauts très importants depuis cet été: entrée en guerre de la France au côté des Américains, résistance kurde, frappe israélienne sur la bande de Gaza. Pendant deux heures, Julien Salingue a fait une véritable école de formation, un tour d'horizon particulièrement riche. Il est vrai qu'il en est à sa 35<sup>e</sup> réunion publique depuis le mois d'août, preuve que la mobilisation n'est pas retombée. Son intervention s'est conclue sur la situation de la Palestine, sur le débat qui tourne autour de la revendication d'un État laïc, multiconfessionnel, ou de celle de deux États, étape vers la libération complète de la Palestine, une option qui n'a manifestement pas

## Souscription 2014



### Par chèque

à l'ordre de «NPA souscription» et à renvoyer à NPA souscription, 2 rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil

### Par carte bancaire

<http://souscription.npa2009.org>

sa préférence. Ceci a provoqué des débats bien au-delà de la réunion elle-même, entre les militantEs engagés dans la solidarité. Une bonne chose.

### Châteaulin (29) Alain Krivine parle de Mai 68

Samedi 6 décembre, une bonne soixantaine de personnes, pour la plupart n'appartenant pas au NPA, se sont retrouvées à Run ar Puns. Ce café-cabaret historique de Châteaulin (dans le centre du Finistère) et le comité NPA local ont accueilli Alain Krivine pour parler de Mai 68 et de son actualité.

Après l'évocation détaillée de la révolte estudiantine, des conditions politiques et sociales qui ont permis de mettre 10 millions de salariéEs en grève, Alain a insisté sur les causes qui empêchent aujourd'hui de fédérer la classe ouvrière et paysanne, ainsi que sur les reculs que subissent les mouvements anticapitalistes et altermondialistes depuis le début des années 2000. Il a expliqué pourquoi le Front de gauche a échoué, pourquoi il faut rester prudent sur l'attrait que peuvent avoir des mouvements dits «réformistes-radicaux» comme Syriza en Grèce ou Podemos dans l'État espagnol, et les désillusions qui s'en suivraient s'ils accédaient au pouvoir sans l'existence d'un fort mouvement anticapitaliste. Son propos a aussi porté sur pourquoi le militantisme est en crise, et pourquoi le FN attire les classes populaires. La seule piste

pour en sortir, c'est de militer encore et toujours, avec la grève générale en perspective et des comités de grève élus, contrôlés, dans l'unité des classes populaires.

Le débat a porté sur nos moyens pour sortir du capitalisme, l'écosocialisme, les ZAD, la décroissance, la baisse du temps de travail, la violence... Les discussions se sont poursuivies de façon conviviale et tardivement autour du bar.



### Marseille (13) Journée marathon pour Olivier Besancenot

Lundi 8 décembre, Olivier était en visite à Marseille. Tout d'abord à SCOP.TI, où les ex-Fralib ont présenté à notre camarade le conseil d'administration de la coopérative ouvrière créée après 4 années de lutte. Une première: jamais Olivier n'avait été invité par un CA! Visite ensuite aux Moulins Maurel, occupés depuis 1 an par les salariés et des équipes militantes (dont le NPA). À 40, ils résistent contre le groupe Nutriox et ont l'espoir de faire redémarrer l'usine. Puis, il y a eu une prise de parole, avec diffusion de tracts, devant le Palais de la Bourse, un tract sous forme de «Lettre au PIRE Noël», appelant en cette période de fêtes à ne faire «aucun cadeau au gouvernement PS-Medef». Enfin, le soir s'est tenu un meeting devant plus de 200 personnes. De nombreuses têtes nouvelles, des membres d'Ensemble ou de l'UD

## Qui sommes-nous?

**L**e NPA veut regrouper les anticapitalistes sur une base d'indépendance vis-à-vis des institutions et des partis qui les gèrent, pour la transformation révolutionnaire de la société. Un parti pour le socialisme, écologiste, féministe, internationaliste, démocratique.

Le capitalisme est basé sur la propriété privée des principaux moyens de production, d'échange, de communication, et sur l'exploitation de la majorité de la population par une classe dominante minoritaire et parasitaire. Il n'est ni amendable ni réformable.

Ce ne sont pas les besoins des populations qui guident la marche de la société mais la recherche du profit. La course à la compétitivité et le productivisme exacerbé accentuent la crise écologique et le désastre social qui entraînent la détérioration des conditions de vie et de travail. Les financiers, les grands patrons, et les politiques à leur service, conduisent le monde dans une impasse: récession économique, chômage, pauvreté, famine... La démocratie est étouffée. La montée des forces réactionnaires, dont les intégrismes religieux, développe les préjugés nationalistes, racistes, sexistes et homophobes, et annonce de nouvelles menaces de guerres contre les peuples.

Pour défendre les acquis, gagner de nouveaux droits, il faut en finir avec la domination des classes capitalistes et des États à leur service, pour construire un socialisme du 21<sup>e</sup> siècle.

Le système financier, les services essentiels à la vie, les grandes entreprises, devront être socialisés sous le contrôle des travailleurs et de la population, qui en assureront la gestion dans le cadre d'une planification démocratique. La production et la répartition des richesses pourront alors bénéficier à la société tout entière. Une telle réorganisation de la société nécessite la conquête du pouvoir par le monde du travail, la majorité, qui prendra en charge la marche de la société, la gestion des affaires publiques, instaurant une vraie démocratie à tous les niveaux et dans tous les domaines de la société. Parce que, comme Marx, nous sommes convaincus que «l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes».

**Pour nous rejoindre, contactez-nous: [ecrire@npa2009.org](mailto:ecrire@npa2009.org)**

CGT, et surtout une tribune où se côtoyaient, outre les ex-Fralib, les postiers en lutte de Marseille 04, un militant kurde et les syndicalistes CGT des Moulins Maurel, qui ont encore appelé à la solidarité dans leur combat qu'ils auraient perdu depuis longtemps sans la convergence des luttes.

Olivier était donc bien entouré pour ce meeting, commencé par un concert de lutte éternelle des «Fralibos». La *Marseillaise*, quotidien du PCF local en difficultés financières, tenait une table à l'entrée avec une pétition de soutien.

Interventions, débats, échanges se sont poursuivis jusqu'à 22h30 dans une ambiance combative et fraternelle. De quoi redonner la pêche aux militantes du NPA13 qui s'étaient démenées pour mener à bien cette initiative. De quoi redonner aussi la pêche à celles et ceux qui se disent que décidément, le NPA a un bel avenir devant lui. Plusieurs contacts ont été pris lors de cette soirée à l'issue de laquelle beaucoup seront repartis en emportant les produits de SCOP.TI.

Plus qu'un journal,  
**L'Anticapitaliste**  
un outil pour lutter!



Romans

# Le météorologue, Olivier Rolin

Seuil, 2014, 18 euros

Alexei Féodossievitch Vangenheim fait partie de ces nombreux enfants de la bourgeoisie ou de la noblesse ralliés au régime issu de la Révolution russe. Il croit à la construction d'une société nouvelle et dans ce cadre, joue honnêtement sa partition, celle d'un scientifique, directeur du Service hydro-météorologique : « Son domaine, c'était les nuages » est la première phrase de l'ouvrage qu'Olivier Rolin lui a consacré.



en fournissant de mauvaises prévisions météorologiques...

**Innocents et « KRTD »**

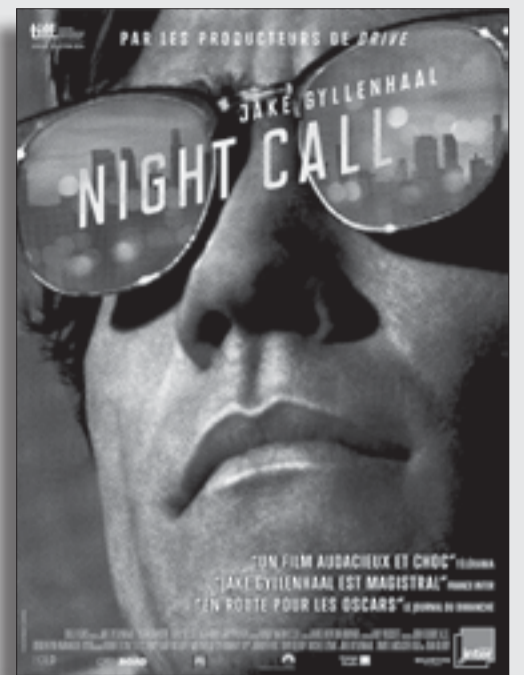
La suite, c'est son arrestation, sa condamnation à dix ans de camp, et puis avec la grande Terreur de 1937 sa liquidation clandestine. Sa femme apprendra en 1956 à la fois sa réhabilitation... et sa condamnation à mort. Olivier Rolin enquête sur le parcours de Vangenheim après son départ des Solovki vers son lieu d'exécution et en éclaircit les circonstances.

Ce livre est issu d'un parcours de recherche en Russie entrepris après la découverte au monastère des îles Solovki (transformé en 1923 en premier camp de détention) d'un album édité par la fille d'un déporté à la mémoire de son père. La moitié de cet album est constitué de reproductions de lettres que Vangenheim lui a envoyées du camp alors qu'elle était enfant, ornées de magnifiques et émouvants dessins (de plantes, d'animaux...) dont certains

sont reproduits à la fin du livre. Vangenheim est soucieux de mettre la météo soviétique au niveau le plus avancé, il collabore avec des scientifiques étrangers : cela lui vaut en mars 1933 des articles de presse contenant des allusions au « courant mencheviste manifeste dans la presse du service hydro-météorologique ». En fait, il faut bien des responsables aux échecs de la politique économique stalinienne : Vangenheim est décrété inspirateur d'un groupe clandestin visant à saboter la lutte contre la sécheresse

Le météorologue ne fut pas seul à entreprendre ce funeste voyage. On lit cette inscription encore gravée sur un mur du camp : « 205 KRTD sont partis le 17.10.37 pour l'inconnu ». « KRTD », c'est contre-révolutionnaire trotskyste. « KRTD », Vangenheim ne l'était pas, il faisait confiance au parti, à Staline : « c'était à certains égards un homme ordinaire, mais un innocent ». À travers le livre d'Olivier Rolin, on perçoit ce qu'a été l'espoir d'un monde nouveau et sa progressive annihilation par le stalinisme, « cette alchimie à rebours qui a transformé l'or en vil plomb ». Il faut lire le livre de Rolin : son écriture simple, sans fioritures inutiles, et sa capacité d'évocation s'ajoutent à l'intérêt de sa démarche. Lui, qui dans un ouvrage précédent (*Tigre en papier*) a renvoyé la période de Mai 68 à « la nuit des temps », nous explique plus justement aujourd'hui en quoi l'histoire du météorologue est une part de notre histoire. Contrairement sans doute à Rolin (qui fut un dirigeant maoïste), nous n'avons pas renoncé à l'espérance révolutionnaire, mais refuser d'abdiquer implique aussi un devoir de lucidité et de mémoire envers tous ceux qui périront : les prétendus « KRTD » comme les innocents.  
**Henri Wilno**

Cinéma



# Night call de Dan Gilroy

Avec Jake Gyllenhaal, Rene Russo et Riz Ahmed. Sortie le mercredi 26 novembre.

Lou Bloom a tout appris – et tout compris – des méthodes de gestion des entreprises capitalistes... sur Internet. Son audace et son cynisme vont lui permettre de passer de la situation de chômeur et de petit voleur à celle de patron d'une société qui fournit des images choc aux chaînes de TV privées. Plus c'est sanglant et sordide, mieux ça se vend. Surtout quand les victimes sont des bourgeois blancs et les criminels des Blacks ou des Latinos, lui précise-t-on. Bien entendu, Lou n'est pas le seul sur le créneau, mais n'a pas davantage d'état d'âme à l'égard de ses concurrents qu'envers son unique employé ou sa cliente, directrice d'un journal TV. À ses yeux, les relations humaines ne reposent que sur le fric et le rapport de forces. Les dialogues entre le patron et son malheureux stagiaire, qui semblent tout droit sortis du manuel du parfait DRH, sont hilarants mais hélas bien proches de la réalité que vivent quotidiennement de nombreux salariés. Le numéro d'exploiteur conscient et organisé de Jake Gyllenhaal vaut le détour. Avec un tout petit budget, Dan Gilroy est parvenu à mettre l'humour noir au service de la subversion, avec en prime des images magnifiques du L.A. nocturne. On en redemande.  
**Gérard Delteil**



# Carnet de Ferdinand, Guillaume Pastureau

Éditions Coopératives & Participatives, 2014

seulement quelques dizaines de pages. Un véritable concentré sur la grande et la petite histoire de cette boucherie capitaliste. Le livre est fidèle à la réalité des carnets qui sont reproduits dans leur « jus » à la fin du livre. Mais, pour l'enrichir, lui donner une dimension plus globale, politique et internationaliste, l'auteur a créé 4 personnages dont les destins se croisent : Karl l'allemand, Malik le marocain, Thomas l'anglais et Vladimir le russe. Nous suivons donc ces personnages, et bien d'autres, pendant ces 4 années en accéléré : du départ

« pour pas longtemps » à la peur, la boue, le froid, le sang, les gaz, les souffrances et la mort partout. Et le poids de tout cela sur les individus : Léon, prof de philo, va-t-en guerre qui devient anarchiste ; Vladimir, jeune travailleur russe qui devient militant révolutionnaire dans son usine ; Malik qui n'a pas eu d'autre choix que de venir faire cette guerre et rêve de revoir le soleil d'un Maroc indépendant ; Karl qui va croiser dans un train un caporal antipathique... Adolf Hitler ! Thomas, qui avec ses camarades anglais voyait la guerre comme un jeu en s'engageant, va en comprendre

toute l'horreur au premier combat. Quant à Ferdinand, lui qui avait promis à Victorine de revenir vivant, il se dit qu'il aura eu de la chance de revoir les siens. Nous vivons aussi la colère qui monte dans les tranchées, quand trop c'est trop, et qui va s'exprimer notamment avec la chanson de Craonne : « Ceux qu'ont l'pognon, ceux-là reviendront, car c'est pour eux qu'on crève. Mais c'est fini, car les trouffions vont tous se mettre en grève ». Et ce sont les prémisses de la révolution bolchevique en route, avec Vladimir en première ligne... Guillaume Pastureau est un jeune docteur en sciences économiques à Bordeaux et membre d'Attac. Il a édité ce livre à compte d'auteur. Soutenons-le.  
**Correspondant**  
Pour se procurer le livre, contactez l'auteur : [pastureau.guillaume@gmail.com](mailto:pastureau.guillaume@gmail.com)  
Pour retrouver l'ensemble de ses travaux : <https://sites.google.com/site/pastureauguillaume>

# Annnonce

**Projections**  
Le documentaire de Daniel Kupferstein *Les balles du 14 juillet 1953* est projeté le **mercredi 17 décembre à 20 h au cinéma La clef** (34 rue Daubenton, Paris 5<sup>e</sup>) dans le cadre d'une soirée-débat organisée par le MRAP. Il sera aussi projeté à **Nanterre le 16 janvier** et à **Cabestany (près de Perpignan) le 24 janvier**.

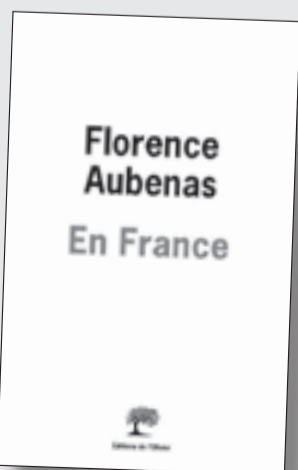


# Essai

# En France, Florence Aubenas

Éditions de l'Olivier, 2014, 18 euros

Dans ce livre on retrouve une soixantaine d'articles de Florence Aubenas publiés dans *le Monde* entre avril 2012 et mars 2014. Il s'agit donc de son travail de journaliste, de reporter, au plus près des gens dont elle raconte la vie, ordinaire mais le plus souvent difficile. Car c'est dans les quartiers, dans les cités, dans les villages, auprès des salariés, de la population, que Florence vient voir, écouter, pour essayer de comprendre ce qui se passe



pour eux dans cette société. Quelles conséquences ont ces années de crise économique, sociale et politique, dans la vie de celles et ceux qui les subissent de plein fouet ? Elle ne vient pas pour « pondre » un article de plus sur telle ou telle situation de telle ou telle personne ou groupe de personnes, en distribuant les bons ou les mauvais points. Elle donne la parole à celles et ceux qui ne l'ont pas souvent, en italique dans les textes. Il y a bien entendu

chaque fois une raison qui fait que Florence se déplace aux quatre coins du pays : des problèmes dans une caisse de la CAF ; une ville comme Roanne où la classe ouvrière de la métallurgie et du textile est passée en quelques années de 55 000 à 5 000 salariés ; le mariage de deux femmes Joe et Marie, dans un village de 9 habitants en Ardèche ; les filles de chez Jeannette dont la boîte va fermer ; le deal dans une cité où le trafic est vécu comme un vrai (et seul) travail ; les vacances à Beauduc, un coin de Méditerranée qui échappe aux règles ; l'anniversaire de Narcissa, jeune fille Rom de 13 ans dans un squat de Saint-Étienne... Le fil rouge de ce livre est la

montée des idées réactionnaires, de l'extrême droite, avec par exemple une série de six articles sur Hénin-Beaumont au moment de l'arrivée du FN à la mairie, après un siècle de « gauche » dans cette petite ville ouvrière. Ce livre pourra sembler pessimiste, mais il est surtout remuant et révoltant, face au manque de perspectives et de rêves d'une autre vie qui reste le sort de ces anonymes à qui Florence Aubenas permet de s'exprimer. Et, avec ce livre, on aura bien compris que la politique a horreur du vide et que plus que jamais il y a besoin des idées anticapitalistes pour changer dans le bon sens cette société insupportable !  
**Jacques Raimbault**



**L'Anticapitaliste** | Libre expression

## “ Soigner les cours de la bourse ou soigner les patients, il faut choisir! ”

**Entretien.** Bruno Toussaint est directeur éditorial de la revue indépendante *Prescrire*<sup>1</sup>. Il dénonce le scandale du prix du Sovaldi et revient sur la politique du médicament en France, théâtre d'opérateurs aux appétits financiers démesurés.

### Le Sovaldi, médicament révolutionnaire ou hold-up sur la Sécu ?

Le Sovaldi (sofosbuvir) est un nouveau médicament contre l'hépatite B qui touche en France près de 240 000 personnes, dont 2 600 vont mourir chaque année. Un médicament plus révolutionnaire par le prix exigé par le laboratoire Gilead, qui possède le brevet, que par son efficacité. S'il apporte quelque chose d'utile aux malades, il laisse dans l'ombre bien des interrogations sur ses effets secondaires, notamment chez ceux qui en auraient le plus besoin.

Le prix réclamé par la firme Gilead pour le Sovaldi a provoqué un tollé dans de nombreux pays, notamment aux États-Unis, où le prix du traitement de 12 semaines est de 84 000 dollars par patient. En France, il a été disponible pendant quelques mois dans le cadre d'une autorisation temporaire d'utilisation (ATU) pour un coût fixé par le laboratoire à 5 000 euros pour 12 semaines de traitement, soit 666 euros le comprimé!

### Un médicament qui coûte cher à produire ?

Ce prix exorbitant n'est pas dû à son coût de production. Un groupe d'experts universitaires anglais a calculé que le prix de fabrication de ce médicament ne revenait qu'à une centaine d'euros par patient et par traitement... contre 56 000 euros exigés par Gilead initialement, pour un traitement de douze semaines. Il n'est pas dû non plus au coût de la recherche de la firme. La recherche publique, aux USA, en Europe ou en France (ANRS, Inserm, CNRS...), a largement financé le développement des médicaments contre l'hépatite C, ce qui réduit d'autant les coûts de recherche. Il n'est pas dû aux coûts de l'évaluation clinique, qui est limitée au minimum pour passer le cap de l'autorisation de mise sur le marché (AMM). Les essais de phase 3 du dossier d'évaluation ne sont pas impressionnants. En particulier, aucun essai n'a ciblé les patients atteints de cirrhose hépatique, pour cerner la balance bénéfices-risques de ces patients fragiles, ceux qui auraient le plus besoin de ce nouveau traitement.

**Qu'est-ce qui justifie le prix demandé ?** Le prix demandé pour le Sovaldi est surtout dû à la spéculation boursière



et à des enrichissements personnels démesurés. Un coup boursier amorcé par Pharmasset, la firme qui a développé le sofosbuvir. L'action en Bourse de Pharmasset valait 9 dollars en 2006. En 2011, Gilead a racheté Pharmasset au prix fort, 89% plus cher que sa dernière valeur boursière, à 139 dollars l'action, soit 11 milliards de dollars au total. Avec les stock-options, les responsables de Pharmasset ont raflé des millions de dollars. De son côté, le PDG de Gilead est devenu milliardaire en actions grâce à l'augmentation de la valeur boursière de Gilead. Aux responsables politiques, aux professionnels de santé et aux patients de refuser une telle manipulation grossière, qui expose à une dégradation des mécanismes permettant un accès pour tous aux soins.

### Face aux exigences de Gilead, qu'a décidé le ministre de la Santé Marisol Touraine ?

Finalement, le prix retenu par le Comité économique des produits de santé (CEPS) sera de 488 euros le comprimé au lieu de 666 euros, soit une diminution de 26%. Pour un traitement, il en coûtera donc 41 000 euros, au lieu des 54 600 exigés, avec un mécanisme plafond qui sera fixé pour les dépenses allouées aux traitements contre l'hépatite C : 450 millions en 2014, 700 millions en 2015. Si les dépenses dépassent le plafond, les laboratoires devront reverser une contribution à la Sécurité sociale. Traiter 80 000 personnes reviendrait à 4,4 milliards d'euros, la moitié du budget de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP)...

### Comment résister à la pression de Big Pharma ? Vous avez repris l'exigence d'une licence d'office...

Une licence d'office, c'est une disposition légale qui permet de produire une version générique d'un médicament à un moindre coût. À l'initiative de SOS hépatites, des associations de patients, Médecins du monde, Act-Up, Aides... ont exigé ensemble que

le monopole de Gilead ne soit pas respecté. L'État français pouvait décider de délivrer cette licence d'office, autorisant des firmes génériques à produire le sofosbuvir à un prix raisonnable. Une disposition légale prévue dans le cadre de flexibilités de l'accord international sur les droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC), mais aussi dans le code de la propriété intellectuelle français. La France n'y a jamais eu recours.

Cela aurait fait chuter considérablement les prix et contribué à la lutte contre les inégalités d'accès aux soins, d'autant que le cas du Sofosbuvir n'est pas isolé. Le prix des nouveaux traitements contre le cancer est souvent extravagant. C'est d'autant plus scandaleux qu'une petite minorité seulement apporte de réels progrès, mais que la grande majorité ne fait qu'apporter une espérance de vie majorée de quelques semaines à quelques mois, au prix d'une flopée d'effets secondaires.

Face à ces prix exorbitants qui résultent surtout de la spéculation financière, il faut que les États osent adopter des positions fortes, qui dissuadent les firmes et les spéculateurs de continuer à utiliser le marché des médicaments comme une pompe à forts rendements financiers, au détriment des patients et de la collectivité.

### Prescrire, qu'est-ce que c'est ?

C'est une association sans but lucratif, loi de 1901. Mais c'est surtout une revue, *Prescrire*, qui, depuis 1981, veut donner une information fiable sur les médicaments et les dispositifs de santé, et qui doit pour cela être indépendante des laboratoires pharmaceutiques, mais aussi des agences de santé et des gouvernements. Quasiment toute l'information sur les médicaments est aux mains de l'industrie pharmaceutique. Elle fait la recherche, fabrique, fait les essais cliniques, finance les associations de malades, les revues, congrès, formations médicales. Elle influence les médecins, surtout les spécialistes et les leaders d'opinion médicale, mais aussi les politiques, qui lui laissent le soin de préparer les dossiers d'autorisation de mise sur le marché (AMM). Elle finance les agences du médicament... Les firmes sont juges et parties. On est dans le conflit d'intérêts massif.

Nous ne vivons que grâce aux abonnements. Pas de lien d'intérêts, pas de publicité, pas de subvention. Il y a un long cheminement, des regards croisés au sein de l'équipe *Prescrire* et des contrôles qualité pour faire sortir un article. Pour dire si un médicament présente un progrès face à ce qui existe, car près de deux tiers des médicaments qui sortent ne sont que des doublons. Pour dire quel est le meilleur choix dans un contexte d'exercice professionnel, dire si les essais cliniques sont bien construits, les effets secondaires nocifs acceptables au regard de l'efficacité (la balance bénéfices-risques).

Avec Irène Frachon, nous avons contribué à alerter sur les dangers cardiaques du Mediator, un anti-diabétique de Servier, présenté comme anti-diabétique coupe-faim par les visiteurs médicaux. Des dangers connus pour les molécules de cette classe depuis 1997 aux USA... mais que l'agence du médicament n'a retiré en France qu'en 2009. De même, depuis le milieu des années 90, nous alertons sur les pilules de 3<sup>e</sup> génération, présentées à tort comme amenant moins d'embolies pulmonaires... Jusqu'à ce que le scandale éclate en 2013.

Les anti-inflammatoires de la famille des coxibs étaient présentés, pour tous ceux qui souffrent d'arthrose, comme ayant moins d'effets secondaires digestifs. Petits prix hospitaliers, prix élevés en officine, grande campagne de pub... En fait, on a su qu'il n'y avait pas de bénéfice démontré en terme de complications digestives, mais une augmentation des accidents cardiovasculaires ! Mais comme d'habitude, les pouvoirs publics et les agences du médicament ont fait bénéficier du doute les firmes pharmaceutiques pendant encore des années.

Exiger des preuves de progrès thérapeutique pour toute autorisation de mise sur le marché, déclarer les conflits d'intérêts, interdire la publicité sur les médicaments, un accès libre aux données cliniques, l'indépendance de l'information et de la formation, l'esprit critique et collectif des patients, une pharmacovigilance active, voilà de quoi améliorer la qualité des soins...

**Propos recueillis par Franck Cantaloup**

1- www.prescrire.org

## Vu ailleurs

Le Monde.fr

**MIRACLE AU VATICAN.** Des centaines de millions d'euros ont refait surface dans les caisses du Saint-Siège, à la faveur de la grande refonte des finances. Ils n'étaient pas cachés, ils n'étaient pas illicites, ils étaient juste oubliés, selon le Saint-Siège.

C'est le cardinal australien George Pell, « ministre » de l'économie du Vatican, qui a révélé la divine surprise, mercredi 3 décembre, dans une tribune au magazine britannique *Catholic Herald* : « Nous avons découvert que la situation était bien plus saine que ce qu'il semblait. Parce que quelques centaines de millions d'euros étaient cachés dans divers comptes sectoriels et n'apparaissent pas dans les bilans. » Le porte-parole du Vatican, Federico Lombardi, s'est empressé de préciser vendredi qu'il ne s'agissait pas de « fonds illégaux, illicites ou mal administrés ». Ces fonds « ne figuraient pas dans les bilans officiels du Saint-Siège et de la cité du Vatican » et le secrétaire du pape à l'économie en a appris l'existence lors de l'audit des administrations vaticanes. Cette découverte est « un fruit de la coopération constructive entre les diverses institutions vaticanes », a ajouté le père Lombardi.

Le cardinal Pell, un poids lourd du camp conservateur et membre du « C9 » des cardinaux conseillant le pape François, dispose des pleins pouvoirs pour réformer les services économiques et financiers du petit État, grevés dans le passé par l'opacité et des scandales financiers de grande ampleur. « Il est important d'observer que le Vatican n'est pas en faillite. À part le fonds de pensions, qui doit être renforcé pour faire face aux demandes d'ici quinze à vingt ans, le Saint-Siège se finance grâce à la possession de biens substantiels et d'investissements. »

Le Monde.fr avec AFP du 5 décembre 2014

## S'abonner à l'Anticapitaliste

**Par prélèvement automatique,** Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo + Mensuel	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre
<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

**Titulaire du compte à débiter**  
Nom : ..... Prénom : .....  
Adresse : .....  
Code postal : ..... Ville : .....  
Mail : .....

**Désignation du compte à débiter**  
IBAN : .....  
BIC : .....

**Mandat de prélèvement SEPA**  
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.  
Numéro ICS : FR4322554755

Date : ..... Signature obligatoire : .....

**Par chèque,** à l'ordre de : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM	
Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an
<input type="checkbox"/> 28 € <input type="checkbox"/> 56 €	<input type="checkbox"/> 20 € <input type="checkbox"/> 40 €
Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an
<input type="checkbox"/> 22 € <input type="checkbox"/> 44 €	<input type="checkbox"/> 38 € <input type="checkbox"/> 76 €
Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an
<input type="checkbox"/> 50 € <input type="checkbox"/> 100 €	<input type="checkbox"/> 38 € <input type="checkbox"/> 76 €

**ÉTRANGER**  
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org